

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**SUPPLEMENT SUISSE**  
**N° 22 Octobre 1980**

## VIVE LA LUTTE DE NOS FRERES DE CLASSE POLONAIS !

Le vaste mouvement de grève qui déferla sur la Pologne depuis juillet pour la hausse des salaires et la défense des conditions de travail, pour les libertés d'organisation et la défense des conditions de lutte de la classe ouvrière s'inscrit dans une longue tradition de luttes : celles de Poznan en 1956, Gdansk en 1970, Ursus en 1976.

"Faillite du communisme!" s'écrient hypocritement les bourgeois occidentaux ! Mais ils se précipitent au secours du gouvernement polonais en ouvrant la bourse : Schmidt verse 1,2 milliard de marks, Carter 300 millions de dollars, l'Autriche idem ! En réalité, ils savent bien que la lutte des ouvriers polonais est provoquée par les salaires de misère, l'inflation galopante, le chômage endémique ! C'est bien contre l'exploitation capitaliste que se révoltent les ouvriers polonais, exploitation aggravée là-bas par le pillage russe et par la faillite économique due à la crise internationale, l'endettement vis à vis des banques étrangères, que les bourgeois polonais veulent faire payer à la classe ouvrière !

"Vive les libertés syndicales" crient avec indécence les capitalistes et leurs larbins "socialistes" et "eurocommunistes" ! Mais que signifient ces "libertés" ici ? Les capitalistes ne les concèdent que parce que les bonzes syndicaux à leur botte leur

assurent qu'elles seront vidées de tout contenu, qu'elles ne seront pas utilisées contre les sacro-saints intérêts de l'"économie nationale" et de la "paix sociale", ou alors gare aux "aventuristes" !

Quelle hypocrisie que celle des partis de gauche PC, PS et des bonzes syndicaux qui parlent des "justes revendications" des ouvriers là-bas, en Pologne, mais qui sabotent ici toute lutte contre l'austérité et l'offensive capitaliste ! Quant au PCF, il prétend en même temps "soutenir" les grévistes et le gouvernement contre lequel ils luttent ! Bravo !

La grande leçon qui vient de Pologne est la suivante : contre l'austérité, la misère et l'exploitation capitaliste, contre l'oppression et la répression bourgeoise, malgré la faillite de l'économie nationale et la crise, malgré l'absence de "droits", il est possible de défendre ses intérêts de classe ! Quel immense encouragement pour la lutte des prolétaires du monde entier !

PROLETAIRE, CAMARADES !

La lutte de nos frères de classe polonais n'est cependant pas une lutte facile. Ils n'ont pas seulement devant eux des ennemis directs puissants, la bourgeoisie polonaise et l'impérialisme russe, ils ont aussi de nombreux "faux amis" qui tentent de les tromper.

## DEM KAMPFBEISPIEL DER POLNISCHEN ARBEITER FOLGEN ! DIE LEHREN AUS DEN KÄMPFEN IN POLEN ZIEHEN !

Der grossartige Kampf der polnischen Arbeiter zeigt :

- dass die polnische Gesellschaft beherrscht wird vom Gegensatz zwischen Lohnarbeit und Kapital, zwischen Proletariat und Bourgeoisie: Unter den Schlägen des Klassenkampfes bricht der infame Mythos des "sozialistischen Ostblocks" kläglich und restlos zusammen,

- dass die Arbeiterklasse auch unter schwierigen Bedingungen in der Lage ist, ihre materiellen Interessen zu verteidigen und den Klassengegner zu einer Reihe von Zugeständnissen zu zwingen,

- dass sie dies nur erreichen kann, wenn sie keine Rücksicht auf die Interessen der Wirtschaft und des Staates nimmt und sich ausserdem nicht einlassen lässt durch die politischen Tricks der Vertreter des Kapitals (Appelle, Drohungen, Regierungsumbildungen u. dgl.).

- dass sie nur in der Masse Erfolg hat, wie sie sich durch die Masshalteappelle ihrer falschen Verbündeten (im Falle Polens vor allem die katholische Kirche und die demokratische Opposition) nicht beeinflussen lässt,

- dass sie in ihrem Kampf zu den klassischen Methoden des Proletariats greifen muss : unangekündigter und unbefristeter Streik, Zusammenfassung der verschiedenen Kämpfe zu einer einzigen Bewegung, Fortsetzung und Steigerung des Kampfes während der Verhandlungen, um wirklich Druck ausüben zu können,

- dass sie eine selbständige ökonomische Kampforganisation braucht, eine gewerkschaftliche Organisation die vom Staat und allen Organisationen der Sozialpartnerschaft unabhängig ist.

Der Ausbruch des Klassenkampfes in Polen zeigt auch auf die deutlichste, dass die Kapitalisten der ganzen Welt eine Einheitsfront gegen die Arbeiterklasse bilden: Es gab eine wahrhaftige Mobili-

Il y a d'abord les courants nationalistes, qui cherchent à utiliser leur lutte pour marchander avec l'Etat russe. Au premier rang l'Eglise catholique qui peut se permettre une démagogie sans borne grâce aux persécutions commises au nom du socialisme par les faux communistes et l'Etat impérialiste russe. C'est au nom des "intérêts de la Pologne" que l'évêque de Gdansk vient d'appeler à cesser la grève ! Pas étonnant que Gierak félicite l'Eglise pour son "rôle de stabilisation sociale" ! La classe ouvrière polonaise n'a d'autre issue que la double exploitation que lui font subir alternativement ou ensemble ses puissants voisins, l'Allemagne et la Russie, sans la destruction révolutionnaire de tous ces Etats, y compris l'Etat capitaliste national polonais !

Autres "faux amis" : les courants de "l'opposition démocratique", comme les intellectuels dissidents du KOR, qui cherchent à prendre appui sur la lutte ouvrière pour une démocratisation de l'Etat ! Ainsi, ils promettent déjà que s'il y avait un syndicat libre, ils se chargeraient d'appuyer en contrepartie la classe ouvrière aux sacrifices exigés par l'économie nationale, exactement comme cela s'est déjà passé en Espagne avec l'opposition démocratique ! La classe ouvrière a le plus grand besoin de la liberté d'association, mais le pire piège serait de l'attendre d'une réforme des statuts du syndicat d'Etat d'aujourd'hui. De plus, la classe ouvrière ne conquerra de syndicat vraiment "libéré" de toute influence capitaliste que contre les démocrates et les opportunistes qui promettent en échange d'empêcher le prolétariat de s'en servir pour défendre ses intérêts de classe propres ! Pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, la classe ouvrière ne peut rien attendre d'une démocratisation de l'Etat bourgeois, mais tout de la destruction de ces Etats et de l'instauration de sa dictature de classe !

Autres "faux amis", les bourgeois impérialistes occidentaux

les qui agitent hypocritement le drapeau de l'indépendance de la Pologne ou celui des "libertés" et des droits de l'homme pour entraîner le prolétariat dans une nouvelle guerre impérialiste. Le prolétariat de Pologne ou d'ailleurs n'a à attendre de tels "faux amis" que le remplacement d'exploiteurs par d'autres !

Dans sa lutte, la classe ouvrière polonaise comme celle de tous les pays n'a qu'un seul véritable allié, la classe ouvrière des autres pays ! La meilleure manière de manifester sa solidarité, c'est de suivre l'exemple des ouvriers polonais, de passer à la lutte directe et ouverte pour la satisfaction des revendications économiques et politiques contre l'Etat capitaliste et ses larbins ! contre tous les "faux amis" des prolétaires polonais !

VIVE LA LUTTE DE CLASSE ! GUERRE A L'AUSTERITE ET AUX PREPARATIFS D'UNE NOUVELLE BOUCHERIE IMPERIALISTE !

A BAS LES FAUX SOCIALISMES DE L'EST, LES HYPOCRITES DEMOCRATIES DE L'OUEST !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

### SOMMAIRE

- Vive la lutte de nos frères polonais ! p. 1.
- ZÜRICH : les leçons de cet été. p. 1.
- Dem kampfbeispiel der polnischen arbeiter folgen ! p. 1.
- La répression est inséparable de la démocratie. p. 2.
- Alternative à l'Est : Droits de l'homme ou lutte de classe ! p. 3.
- Contorsions ridicules du PdT. p. 4.
- Pathologie der bürgerlichen Gesellschaft Notwendigkeit der kommunistischen Revolution p. 5.
- La crise du Moyen-Orient et l'Impérialisme p. 6.
- Nécessité de l'anti-militarisme de classe p. 8.

## ZÜRICH :

### Les leçons de cet été

Les violentes manifestations qui ont agité la jeunesse zurichoise depuis le 30 mai ont inquiété plus d'un bourgeois. D'abord parcequ'elles ont éclaté sur la base d'un motif à première vue secondaire, celui de l'octroi par la municipalité d'un crédit de 61 millions à l'opéra, ensuite parcequ'au lieu de s'effondrer aux premières manifestations de répression policière le mouvement a puisé de nouvelles énergies, enfin parcequ'elles ont pris certaines fois un aspect violent jusque là inconnu dans ce "pays bôni" des banques et de la paix sociale.

Depuis la fin de la guerre, la revendication d'un "centre pour la jeunesse" est revenue périodiquement à Zürich. En 68, le mouvement du "Globe", en 71, celui de la "République du Bunker", avaient vu la jeunesse zurichoise se mobiliser pour satisfaire ce besoin ressenté comme légitime. Cet été, l'explosion du mouvement eut pour prétexte l'augmentation par la ville des subventions à l'opéra qui allait lui permettre de s'étendre dans un espace (la Rote Fabrik) promis comme futur

contre de jeunesse.

Le mouvement de la jeunesse zurichoise n'est que l'une de ces manifestations du profond malaise social produit par l'oppression capitaliste: la violence exprimée dans la rue répond à la violence d'une société qui ne sait offrir aux prolétaires que le choix entre le baigne de la production de plus-value et la misère de l'exclusion sociale, entre la soumission aux diktats de la concurrence sur le marché et la perspective de crever en silence. Cet ordre

**Soutenez le développement international de la presse du Parti !**

## ZURICH ...

( suite de la page 1 )

social infâme qui ne sait que mutiler et domestiquer les hommes pour engraisser le capital ne peut plus aujourd'hui avec la crise qui le secoue compenser la misère sociale de l'esclavage salarié soumis au capital par les miettes de l'illusoire "consommation". L'aggravation de la concurrence des capitaux entre eux par suite du rétrécissement du marché, conséquence de la surproduction, amène nécessairement le capital à restructurer les conditions de production en demandant à une partie du prolétariat un effort productif supplémentaire pour éliminer l'autre partie de la production.

Pour le capital, le temps de la jeunesse est celui de la formation de la force de travail à ces besoins productifs et sociaux. Tout le reste est superflu. Quand ces besoins de nouvelles forces de travail se contractent du fait du ressèment du marché, la jeunesse prolétarienne se trouve sans autre horizon que l'exclusion sociale. Et c'est cela qui pousse une certaine frange à exprimer par la violence dans la rue sa haine de l'ordre social tout entier, comme cela c'est passé à Zürich.

Mais pour qu'un mouvement social prenne un caractère prolétarien, il faut qu'il exprime un besoin social prolétarien. La revendication d'un lieu, un centre autonome, n'est pas un besoin prolétarien en soi, s'il n'est lié au besoin réel de résistance à l'exploitation et à l'oppression capitaliste.

Telle est la leçon que confirme le mouvement de cet été.

Lorsque nous parlons de la jeunesse zurichoise, sans plus de précision, cela n'est pas un oubli de notre part. Les classes sociales traversent aussi bien les générations que les nationalités. Mais la difficulté d'apporter un adjectif après jeunesse (comme prolétarienne) vient du fait que le terrain de la lutte n'est pas fondamentalement classiste, et qu'en l'absence d'une direction de classe claire (celle de la jeunesse communiste), le mouvement est objectivement hybride.

Si nous regardons les couches de la jeunesse en mouvement, nous trouvons dans sa très grande majorité de jeunes prolétaires - jeunes travailleurs, apprentis - et une minorité importante de jeunes marginaux, - jeunes en semi-chômage dont une grande partie sont des jeunes immigrés de la seconde génération qui n'ont pas trouvé de place d'apprentissage, jeunes révoltés -. La différence entre ces deux couches n'est d'ailleurs pas aussi nette que leur simple définition car parmi les jeunes travailleurs, beaucoup sont proche de la "marginalité", à savoir les travailleurs précaires. Parmi les marginaux, il faut ajouter cette couche particulière des collégiens et jeunes étudiants sans illusion qui sont très conscients que les diplômes auxquels ils se préparent ne leur garantiront aucun emploi stable ni aucune sinécure future. Ne croyant plus dans les études ni dans les vertus du travail, ces jeunes se trouvent poussés, non comme ceux de 68 à réformer l'université ou à lutter contre sa soumission au capital, mais à joindre les luttes moins catégorielles de la jeunesse travailleuse, exprimant par cette jonction le fait matériel de leur prolétarianisation effective. On peut donc caractériser la composition sociale du mouvement de la jeunesse zurichoise comme largement prolétarienne.

Mais nous savons bien qu'entre la composition sociale d'un mouvement et son orientation, il n'y a pas forcément identité. Pour qu'un mouvement social qui met en branle des couches prolétariennes prenne une direction prolétarienne, c'est-à-dire pour qu'il se situe sur son propre terrain, il faut qu'il se dégage des fausses orientations qui lui sont imprimées par le milieu défavorable dans lequel il est immergé, celui

de la petite bourgeoisie qui imprègne le mouvement de ses orientations. Cela est vrai déjà pour le prolétariat qui commence seulement aujourd'hui à s'éveiller à l'exigence de la lutte de classe, aiguillonné qu'il est par la pression de la crise, cela est à fortiori encore plus vrai pour un mouvement qui ne situe pas sur le terrain de l'exploitation capitaliste, comme le mouvement de la jeunesse.

Les communistes ont toujours affirmé que la conscience est un résultat de l'action et non une prémisse, ce qui est conforme à la vision matérialiste du marxisme. Quarante ans de paix du travail ont pratiquement effacé de la mémoire collective de la classe ouvrière les conditions de la lutte de classe. L'éveil des prolétaires aux nécessités de la lutte sur un terrain classiste n'est nullement le résultat de la propagande communiste, mais le résultat combiné des luttes partielles et du bilan qui en est fait avec la lutte des communistes pour en prendre la direction réelle.

En l'absence de toute lutte de classe, les jeunes prolétaires, pourtant largement majoritaire dans le mouvement ont été à la remorque de la démocratie petite-bourgeoise en exprimant leur haine de l'ordre social existant à travers la revendication d'un lieu pour la jeunesse. Cela confirme une fois de plus l'urgence d'organiser la jeunesse prolétarienne sur un terrain de classe. Sans cette condition, la plus profonde révolte du jeune prolétaire sera la plus part du temps à la remorque de la révolte antiautoritaire et néo-libérale des éléments petits-bourgeois qui pour sympathique qu'elle soit reste vétilleuse et sans lendemain parcequ'elle est paralysée par l'horizon de la culture bourgeoise et la peur de tomber dans le prolétariat. Seule une lutte de classe prolétarienne vigoureuse est à même de neutraliser les hésitations de cette couche et les meilleurs d'entre eux chercheront à s'insérer dans la lutte contre le capitalisme.

Telles étaient les difficultés auxquelles s'est heurté le mouvement zurichois et qui expliquent pourquoi le PS est arrivé finalement en utilisant la démagogie qui le caractérise (certains députés et personnalités n'ont pas hésité à prendre la tête de certaines manifestations... calmes) à canaliser le gros du mouvement sur le terrain pourri du réformisme pétitionnaire, pour l'obtention d'un centre culturel dont il entendait lui-même assumer la responsabilité devant les autorités de la ville et de l'Etat.

Cette fausse orientation du mouvement, son hétérogénéité, sont apparus dès les premiers jours. Aux deux premières manifestations

extrêmement violentes, exprimant la haine profonde d'une frange de jeunes prolétaires (300 environ) contre l'ordre social - à noter qu'elles furent convoquées sans mot d'ordre particulier - ont succédé des assemblées générales de plusieurs milliers de jeunes sur la politique culturelle de la ville. L'assemblée du 4 juin (3000 personnes) au Volkshaus avec deux représentants du Conseil municipal avait le goût insipide d'un simulacre de débat parlementaire. Après les deux premières manifestations, toutes les forces politiques et sociales de l'ordre bourgeois se sont atelées à réduire cette explosion de haine à une petite question culturelle. Les associations culturelles comme l'IGRF (communauté d'intérêts Rote Fabrik) ou le "Groupe d'action Rpte fabrik" plus ou moins liés au PS ou à ses putains de l'ordre établi que sont les POCH, le PS, le PST, la LMR et les syndicats (USS), par leurs déclarations et leur capacité d'organisation noyèrent la révolte profonde dans le marais fangeux des rassemblements et débats démocratiques sur la culture. L'extrême faiblesse du mouvement transparait clairement dans ces rapports avec le PS. Ce dernier qui est l'un des partis participant à la gestion de la ville et qui donc a une responsabilité dans la répression policière a été capable grâce à son aile gauche en opposition verbale avec le centre dirigeant de faire illusion auprès d'un tel mouvement. En jouant sur l'ambiguïté de sa double participation au pouvoir et au mouvement, le PS était seul en mesure de stopper les mouvements de rue pour les canaliser entre les murs d'un bâtiment provisoirement promu "centre de jeunesse" à la Limmatstrasse.

Cette orientation culturelle du mouvement, commence dès la matin du 30 mai devant l'opéra, mais elle prend son aspect le plus démoralisant avec l'assemblée du 4 juin et s'amplifie avec la petite histoire du film vidéo sur la matin du 30 mai réalisé par les étudiants en ethnologie (!!!), culmine le 21 juin avec la manifestation de "tous les insatisfaits". Comme cela est logique, le POCH en est le grand organisateur et les personnalités de gauche en mal de popularité ouvre la marche.

Il faut attendre la manifestation nationale du 5 juillet pour revoir les affrontements de rue, ce jour-là entre manifestants contre la répression et contre manifestants d'extrême-droite.

C'est à la manifestation du 12 juillet à Zürich, strictement convoquée sur la question de la libération de tous les inculpés qui voit réapparaître seuls les 300 jeunes des deux premières manifestations. Pendant que les jeunes organisés par la "gauche démocratique" repeignaient sagement les locaux de la Limmatstrasse,

les 300 radicaux affrontaient dans la rue durant 12 heures la police démocratique. Bilan: 170 arrestations et plusieurs blessés.

En assumant une telle revendication, en la défendant pendant des heures dans l'affrontement avec les flics, la minorité agissante la plus radicale a renoué avec les méthodes de lutte anti-légale.

Cette réaction très saine d'une partie du mouvement démontre combien le sens de la solidarité était développé. Si la lutte s'était appuyée sur de réels besoins de la classe, la nécessité de lutter contre la répression et pour l'amnistie de tous les inculpés aurait pris un sens prolétarien profond, car alors elle aurait signifié la lutte d'un mouvement de classe qui entend se créer un espace pour que puisse se développer une vie de classe minimum. A Zürich, cette juste revendication a été noyée dans le concert de lamentations petites-bourgeoises contre la répression policière. Au lieu d'être une lutte permettant à la classe de s'affirmer en toute indépendance, elle devient une lutte de tous les démocrates.

Après cette brutale répression de la frange la plus dure, le mouvement s'estompe pour quelques semaines. Mais début septembre une première manifestation est convoquée sur le thème des logements trop chers pour la jeunesse et la semaine suivante après la fermeture du centre par les autorités, une nouvelle manifestation est convoquée et c'est près de 2000 jeunes qui affrontent les flics durant la nuit du 6 au 7 septembre. Bilan: 370 arrestations et plusieurs dizaines de blessés graves.

Le mouvement de la jeunesse zurichoise est donc condamné à rester coincé dans le dilemme d'être soit à la remorque des forces de la gauche bourgeoise soit d'exploser en actions désespérées. Le dilemme est le résultat de quarante années de contre-révolution qui ont détruit toute organisation de classe réelle.

Mais d'autres révoltes viendront, et si des groupes mêmes petits de jeunes prolétaires parviennent à tirer la leçon de Zürich que "seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels bien compris de classe déterminée" (Lénine), alors c'est la paix du travail qui lie le prolétariat au capital depuis plus de 40 ans qui risque d'en prendre un sérieux coup.

Dans le difficile travail de la recomposition des forces prolétariennes les communistes entendent aider la jeunesse prolétarienne à s'organiser autour de ses véritables objectifs de classe en combattant chaque fois que cela est nécessaire les illusions petites bourgeoises d'un combat commun à toute la jeunesse.

## réunions publiques

## ZURICH : Les leçons de cet été

NEUCHÂTEL	: Vend. 10 oct. à 20h00 Café des Chavannes
GENÈVE	: Jeudi 16 oct. à 20h00 Centre des Loisirs des Paquis
LAUSANNE	: Vend. 17 oct. à 20h00 Café du Commerce à Renens

**Soutenez la presse du Parti !**  
**Abonnez-vous !**

## LA REPRESSION EST

L'arrestation de l'avocat Rambert, les conditions de détention draconiennes réservées à ceux qui se rebellent contre l'Etat (Kröcher, Möller, Sturm...), sont l'occasion de rappeler certains aspects que doit prendre la lutte contre la répression bourgeoise.

Derrière la démocratie se cache tout un appareil répressif destiné à intervenir dès que les amortisseurs sociaux et politiques ne suffisent plus à étouffer l'agitation sociale. La démocratie a réussi jusqu'alors, et malgré une situation de crise capitaliste prolongée, à maintenir le prolétariat de l'aire occidentale dans les limites du respect de l'ordre et de la légalité. Mais elle n'a pas pu empêcher la révolte individuelle d'éléments ou de petits groupes contre cet ordre social abject, qui ont déclaré la guerre armée contre l'Etat.

Nous avons maintes fois pris position contre le romantisme révolutionnaire des anarchistes, mais

ce que nous rejetons d'eux ce n'est pas l'usage de la violence, sous quelque forme que se soit, mais l'incapacité dans laquelle ils plongent le prolétariat d'acquiescer par une direction unique, celle du parti de classe, son unité de volonté et d'action, face à un ennemi de classe centralement organisé et farouchement déterminé, ainsi que l'illusion de pouvoir modifier les rapports de production sans une période de transition, la dictature du prolétariat, détruisant les bases du capitalisme, le salariat et l'économie de marché, pour construire celles du socialisme. Nous revendiquons donc la nécessaire violence de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, et nous fustigeons le pacifisme de tous les soit-disants révolutionnaires de la dite "extrême-gauche" qui condamne le principe même de l'initiative de la violence, taxe les desperados modernes de "criminels de la classe ouvrière" (GIM), et ne prend leur défense que pour pleurnicher sur la démocratie ba-



# Alternative à l'Est : Droits de l'Homme ou lutte de classe [2]

Dans le dernier supplément nous avons abordé, du point de vue du socialisme scientifique, la question des "Droits de l'Homme" et nous avons montré qu'ils reposaient sur des fondements absolument étrangers au marxisme, c'est-à-dire sur l'illusion que l'individu est une mécanique sociale indépendante, agissant comme force propre dans l'histoire.

Les "Droits de l'Homme" comme base idéologique du démocratisme, ont déjà fait des ravages en Occident, où le prolétariat subit son effet contrerévolutionnaire depuis longtemps. Dans les pays de faux socialisme (ceux du bloc russe ou chinois), ils tendent à prendre une importance dans la direction du mouvement social d'autant plus désastreuse que le prolétariat ne trouve aucune direction de classe à son mouvement, et devient ainsi la proie d'une frange de nouveaux saboteurs de la lutte de classe.

Le capitalisme des nations de l'Est, ne diffère de celui des nations "libérales" que par la forme juridique que prend la propriété du capital. Dans cette différence les opportunistes de tout acabit y voient l'abîme séparant deux modes de production radicalement différents et engendrant par conséquent des rapports de production incomparables. Pour tout marxiste, la forme juridique de propriété du capital n'altère nullement, ni ne peut détruire à fortiori, le caractère capitaliste de la production.

La meilleure preuve de l'existence du capitalisme à l'Est est la répercussion de la crise capitaliste internationale dans ce bastion de l'économie "planifiée", qui n'échappe pas à l'inflation, au chômage et à l'endettement. Cette crise démontre par la même occasion que les mouvements sociaux qu'elle impulse à l'Est mettent en jeu les mêmes classes, les mêmes forces sociales qu'à l'Ouest; d'un côté le prolétariat qui se bat contre la dégradation de ses conditions de vie et pour déserrer l'état de la dictature policière de l'Etat; de l'autre, la bourgeoisie qui la concentration du capital a personnalisé dans le chef d'entreprise ou dans le bureaucrate chargé du plan quinquennal.

Pour les communistes le mouvement social à l'Est est l'expression pure des antagonismes de classes. Dans ce mouvement, se pose évidemment la question fondamentale déterminant son avenir, de la direction qui se porte à la tête du prolétariat.

En Occident, la bourgeoisie a, par une longue tradition démocratique, établi toute une gamme d'amortisseurs sociaux et politiques. L'existence de partis ouvriers bourgeois, PC nationaux et centristes, est la meilleure garantie qu'elle puisse trouver pour maintenir l'ordre. En se portant à la tête des actions prolétariennes, les réformistes les vident de tout leur contenu classiste et bloquent toute tentative de les élargir et d'y entraîner une masse toujours plus grande de prolétaires. Dans les faux-socialismes, cette courroie de transmission n'existe pas, mais il existe par contre nombre de prétendants - dissidents de gauche - pour en construire les bases. Simultanément à l'apparition des luttes ouvrières naît donc un mouvement démocratique orienté vers le prolétariat dont l'objectif en est justement sa conquête. Ce mouvement qui, en réaction au centralisme d'Etat, se veut autogestionnaire, représente cette future courroie de transmission qui permettra à l'Etat de s'économiser la mitraille pour le maintien de l'ordre. L'exemple récent de la Pologne vient confirmer le danger que représente cette nouvelle direction qui se fait jour à l'Est. Le puissant mouvement de grève n'a pu éviter que se portent à sa tête en l'absence de toute direction de classe, des éléments attachés à la défense d'intérêts étrangers au prolétariat, dont celui de la défense de l'économie nationale et de l'ordre social. (1)

Les "dissidents socialistes", ne diffèrent en rien de leurs cousins de l'opposition de gauche" des nations démocratiques quant aux moyens de transformer la société.

Le schéma de la pensée dissidente de gauche est le suivant:

Premièrement, il n'existe pas de classes sociales à l'Est, mais des catégories nouvelles se scindant en deux groupes fondamentaux : ceux qui ont le privilège d'exercer des fonctions d'Etat et donc de pouvoir et ceux qui ne l'ont pas. Tout le monde étant salarié, il n'y a que des différences de classes salariales mais pas de division en classe sociale. (Nous n'aborderons pas ici le problème de l'existence d'un secteur d'économie privée dans les faux-socialismes, existence qui confirme à elle seule la nature capitaliste du mode de production). Le prolétariat n'existe donc plus comme classe sociale.

Bahro, dissident "marxiste" de RDA devant lequel s'agenouille tant les sociaux-démocrates que les centristes, reflète parfaitement dans son livre "L'alternative" cette pensée : "Aujourd'hui, on se garde bien de donner la moindre définition de la "classe ouvrière", parce qu'il est objectivement impossible d'en fournir une. Mais cela, on omet de le dire. Le concept de classe ouvrière n'a plus chez nous d'objet délimitable (2) " et, ce qui est plus décisif encore, "celle-ci n'apparaît plus en tant qu'unité dans la pratique sociale (3)" (éd. Stock, p. 171, soul. par nous).

Plus loin Bahro rajoute avec cynisme : "D'ailleurs, dans les pays du socialisme existant réellement, il n'y a plus guère de théoricien qui se fixe pour tâche

"de délimiter sérieusement ce concept "(de classe)". (p. 172)

Deuxièmement, le mode de production étant défini comme socialiste, ce ne sont donc pas les rapports de production en soi qui oppriment la classe ouvrière, mais la superstructure politique qui les coiffe. Donc l'économie est socialiste, la superstructure ne l'est pas ! Est-elle capitaliste alors? Non! Les dissidents ne peuvent pas l'affirmer, car se serait démontrer que l'économie est capitaliste. Comment peut-on en effet, imaginer une économie socialiste dirigée par des capitalistes? Les dissidents de gauche agitent donc, pour éviter cet affreux dilemme, l'épouvantail de la caste bureaucratique. L'oppressé, c'est la bureaucratie. Ce n'est pas la nécessité de faire face à la concurrence sur les marchés en augmentant la productivité du travail, ni celle de subir l'inflation généralisée, ni la baisse tendancielle du taux de profit, qui aggravent les conditions de vie et de travail des ouvriers, mais les bureaucraties qui monopolisent les pouvoirs politiques et économiques.

Voilà qui renverse toute logique matérialiste. Le matérialisme scientifique nous enseigne que le passage du capitalisme au socialisme ne se fait que par un long processus graduel de destruction des vieux rapports de production bourgeois pour faire place aux rapports socialistes. C'est là toute la tâche de la dictature du prolétariat que d'assurer cette transition, et l'on ne pourra parler de socialisme que lorsque sera aboli le salariat dans toute la sphère de production, entraînant avec lui la disparition des classes et de l'Etat. Si nous considérons une situation où la superstructure ne correspond pas aux rapports de production, ce ne peut être que dans la dictature du prolétariat ou la direction de l'Etat est socialiste, mais l'économie encore capitaliste.

D'autre part, l'Etat disparaît avec le socialisme pour faire place à une administration des choses. Il serait bien difficile de démontrer que l'Etat a disparu à l'Est quand il affirme régulièrement son existence par la répression de tout mouvement social au moyen de sa police, de son armée, de sa justice et de son Eglise !

L'antagonisme de classe se réduit donc pour les dissidents à une simple opposition d'intérêts matériels immédiats entre le peuple d'un côté, qui ne forme qu'une seule catégorie d'intérêts, et la bureaucratie de l'autre côté qui profite de sa position dans la structure de l'Etat et du parti pour s'arroger de plus hauts salaires, de meilleurs logements, une datcha et pour quoi pas une voiture d'importation. L'antagonisme social se réduit donc à une inégalité de traitement! (4)

Cette théorie primaire est adoptée par toute la dissidence dite "socialiste", qui a relégué Marx et son "Capital" aux

oubliettes de l'histoire. Si Marx, Engels et les communistes dénoncent la misère dans laquelle se trouve le prolétariat et l'opulence provoquée des bourgeois repus, ce n'est pas pour caractériser les fondements matériels de l'existence des classes, mais comme moyen agitateur d'attiser la révolte du prolétariat. Les classes ne se caractérisent pas par leur niveau de vie - ce n'est qu'une conséquence - mais par le rôle et la fonction des individus, leur relation entre eux dans la production des moyens d'existence. Que l'on ramène le salaire du directeur d'entreprise russe à celui de l'ouvrier, qu'on lui supprime tous les privilèges, cela ne change rien à sa fonction de capitaliste, chargé de défendre les intérêts de l'entreprise, de garantir des bilans positifs, et de réclamer des sacrifices aux ouvriers lorsque la comptabilité souffre des aléas du marché. Lorsque les Russes augmentent leur prix du pétrole au tarif de l'OPEP (de même que les anglais), ils n'agissent pas pour satisfaire la soif cupide des bureaucrates, mais se plient à la loi de la rente différentielle si bien décrite par Marx, en se justifiant comme n'importe quel bourgeois de vendre leur camelote à un "juste prix".

Troisièmement, après avoir déterminé l'oppressé, voyons quelle est donc l'oppression. S'agit-il de l'oppression qui subit le prolétariat du fait qu'il doit vendre sa force de travail au capital, et que sa survie dépend de la productivité dont il fait preuve derrière-

(1) Pour justifier la signature des accords avec l'Etat, Valessa, président du MKS introduira sa déclaration de manière fracassante : " Chers amis, nous avons pensé durant toute la grève aux "intérêts de la patrie et c'est à cela que nous penserons en reprenant le "travail demain 1er septembre..." (Le Monde, 2.09.1980).

(2) Et pourtant M. Bahro, l'objet de délimitation, la production de plus-value, existe bel et bien !

(3) Ce sont certainement des spectres qui ont mené l'été de Varsovie !

(4) "D'un côté, le peuple, et de l'autre, les fonctionnaires du parti, voilà l'inévitable dichotomie de toute société protosocialiste". (Bahro, ibidem p. 226)

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la brochure (numéro 11) parue dans la série « Le Prolétaire ».

Elle contient l'article du même titre paru dans notre revue en 1960 pour démolir la mystification de l'antifascisme démocratique et ses justifications « anti-antisémites » en mettant à nu la racine de l'extermination des Juifs, le capitalisme impérialiste dont la forme démocratique n'a rien à envier au fascisme ; car la démocratie, elle, a porté l'extermination des masses colonisées à son comble, mais a su la couvrir de la plus immonde hypocrisie.

Ce texte est précédé d'une introduction expliquant les causes de la campagne « anti-antisémitisme » actuelle, notamment la préparation psychologique du camp impérialiste anti-russe sans parler de l'excellent couverturage que cette campagne donne au racisme dont sont victimes les prolétaires étrangers, maghrébins en premier lieu.

Militants, sympathisants, lecteurs, cette brochure est une arme de lutte ! Diffusez-la largement ! Passez commande au « Prolétaire ».

24 pages, Prix : 3 F

## INSEPARABLE DE LA DEMOCRATIE

foquée, à condition qu'il lui reste quelque temps de libre entre deux campagnes antinucléaires, deux élections ou deux pétitions.

Les communistes se battent contre toute répression de l'Etat sur les mouvements sociaux ou les révoltes individuelles antibourgeoises troublant l'ordre social, et appellent systématiquement le prolétariat à se solidariser contre cette répression. La riposte à la répression bourgeoise n'est pas l'affaire des comités de personnalités représentants de la "vraie démocratie", avocats, médecins artistes, etc..., ni de celle des appareils de partis réformistes qui sabotent toute solidarité de classe, mais est l'affaire seule du prolétariat. Si la bourgeoisie frappe féroce les militants révoltés, c'est en signe d'avertissement pour la classe ouvrière. Elle prépare ainsi son arsenal policier et judiciaire pour faire face demain à l'insubordination de la classe ouvrière. Ce qui hante aujourd'hui la bourgeoisie et l'oblige à l'état

d'exception pour quelques individus, c'est le spectre de la lutte de classe de demain.

La répression policière s'abatant sur ces desperados s'accompagne invariablement d'une campagne idéologique de la bourgeoisie appelant toutes les classes à la solidarité derrière l'Etat. Une fois le grand moment des arrestations et des procès passé, s'abat alors le plus grand silence autour de la détention. Ce silence n'est brisé, en l'absence de tout soutien réel aux victimes de l'état d'exception, que de temps à autre par un avocat scrupuleux de leur défense juridique qui attire l'attention de l'opinion publique (jamais spécifiquement de la classe ouvrière!) sur les conditions de leur détention. C'est par ce biais qu'a été révélé le sort que réservent les établissements pénitentiaires aux personnages comme Kröcher, Möller ou Sturm (et bientôt Wagner).

Leur drame, c'est l'absence de lutte de classe prenant en charge

leur défense, non pour exiger seulement de meilleures conditions de détention, mais pour revendiquer leur liberté pure et simple. En l'absence de ce mouvement de classe, la première tâche des prolétaires est de rompre le silence qui entoure l'exercice de la répression bourgeoise. Les prolétaires ne doivent pas oublier ceux que les murs épais des prisons et la barrière de l'isolement empêchent de parler et de se faire entendre.

Cette répression démontre une fois de plus que les prolétaires n'ont rien à attendre de la démocratie, elle n'est qu'une parure dorée derrière laquelle se dressent les armes destinées à les affronter.

- Solidarité de classe avec les détenus qui ont osé s'affronter à la dictature du capital, l'arme à la main!
- Pas d'inculpation, ni d'extradition pour Wagner!
- Liberté pour ceux qui sont détenus!

## ALTERNATIVE A L'EST ...

( suite de la page 3 )

re sa machine et avec ses outils ? Non, pas du tout ! Il s'agit de l'oppression exercée sur le "peuple" par l'appropriation de la culture et des connaissances dans les mains de la bureaucratie. Le prolétariat est laissé dans l'ignorance des décisions économiques générales, et qui plus est de sa propre entreprise; le prolétariat est écarté de toutes les instances élaborant le plan ou chargé de l'appliquer; les capacités de gestion du prolétariat et sa connaissance pratique de la production ne sont pas exploitées mais laissées pour compte; le prolétariat est systématiquement écarté des postes à responsabilités; etc... Voici donc le visage de l'oppression. Mais n'entend-t-on pas les mêmes discours en occident de la part de tous les ex-gauchistes qui veulent ressusciter la feu coopération ouvrière sous un autre titre, celui de l'autogestion. Prouver que les ouvriers sont plus apte à gérer que les patrons ne peut avoir comme conséquence qu'accentuer l'autodiscipline des prolétaires vis-à-vis des exigences de la production pour le marché, et par conséquent briser ses élans de classe.

C'est tout naturellement qu'on arrive au quatrième temps de la pensée dissidente, celui de la "révolution culturelle", pour reprendre l'expression de Bahro. Puisque l'oppression a comme fonction de vider la tête du prolétaire, les dissidents se proposent du haut de leur chaise universitaire de la remplir du pragmatisme bourgeois en matière de gestion économique. Pour cela ils réclament, aux noms des droits de l'homme, que les structures de l'Etat s'ouvrent aux prolétaires en les intégrant dans les mécanismes de planification et que la direction des entreprises soit remise en main ouvrière. Il ne s'agit pas de détruire les mécanismes du mode de production, puisqu'il est considéré comme socialiste, mais seulement de parachever son fonctionnement, en autodisciplinant la classe ouvrière.

Il faudrait donc donner l'accès à tous à la culture universitaire, au savoir, transformer la conscience de l'individu pour en faire un facteur "progressiste". C'est devant la prise de conscience de chaque individu, que l'Etat dépérira, que les bureaucrates s'effaceront. Transformons la tête de l'homme et nous transformerons l'organisation sociale de la nation, voilà sur quel dogme caractéristique de l'idéalisme bourgeois repose toute la vision des démocrates, des faux-socialistes. Tout le matérialisme historique défendu par Marx s'est élevé contre cet idéalisme qui fait de la conscience le facteur de développement de l'histoire des sociétés. Mais le combat de Marx, doit encore être mené aujourd'hui contre ces héritiers contemporains de l'idéalisme.

Bahro encore une fois exprime le mieux cette bouillie infâme de concepts idéalistes et de vocabulaire marxiste : " Il s'agit de forcer sur la sur-production de conscience, afin d'arriver à renverser l'ensemble des événements historiques pour faire de l'Idée un pouvoir matériel décisif".

Nous voilà aux antipodes des matérialistes comme Engels : " La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la production, et après la production, l'échange de ses produits, constitue le fondement de tout régime social, que dans toute société qui apparaît dans l'histoire, la répartition des produits, et, avec elle, l'articulation sociale en classes ou en ordres, se règle sur ce qui est produit et sur la façon dont cela est produit ainsi que sur la façon dont on échange les choses produites, en conséquence, ce n'est pas dans la tête des hommes, dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles, mais dans les modifications du mode de production et

"d'échange qu'il faut chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques; il faut les chercher non dans la philosophie (donc dans "le domaine de l'Idée chère à Bahro, "NDR), mais dans l'économie de l'époque "intéressée" (Engels, "L'anti-Dühring" éd. Soc., p. 305).

Cinquèment : Sur la base de la négation de l'existence des classes et de l'idéalisme bourgeois, la dissidence ne peut produire qu'une plateforme politique purement bourgeoise et réformatrice, qui consiste à transformer progressivement la société de l'intérieur en insérant des hommes "progressistes" dans sa superstructure étatique et politique. Là aussi rien qui diffère de ce que nous connaissons dans notre aire occidentale.

Les réformistes occidentaux ont fait reculer par leur action l'envergure d'un mouvement révolutionnaire du prolétariat en l'amenant à croire que l'Etat pouvait être transformé de l'intérieur, en plaçant aux postes clef des chefs politiques "progressistes". Le schéma que nous offre Bahro est le même : " Le procès social entraînant la fin du pouvoir de l'Etat et sa transformation en simple "outil administratif ne peut être entamé que s'il commence à l'intérieur du parti, si le pouvoir des secrétaires et des secrétariats est brisé" (ibidem, p. 347).

En Pologne aussi, l'ensemble de la dissidence défend les mêmes principes. Z. Kuron, membre du KOR, déclarait en réponse à un interview : " Non, la démocratie parlementaire est nécessaire; c'est dans son cadre que des mouvements sociaux peuvent se développer, s'organiser de manière autonome et ainsi limiter les pouvoirs de l'Etat". (La Brèche n° 233 du 14.06.1980).

Dans une déclaration de Leszek Moczulski du KPN (regroupant des tendances aussi diverses que des libéraux et des autogestionnaires, ce qui démontre bien que le liant interclassiste est justement le démocratisme), il était rappelé un des 10 points du programme de cette organisation :

"L'opportunité de créer une nouvelle troisième République polonaise, indépendante et démocratique, ne doit pas être gaspillée. La seule voie qui mène à ce but est l'arrêt de la domination soviétique par la liquidation du pouvoir du Parti ouvrier unifié polonais (POUP)" (La Brèche, n° 216 29.09.1979).

La démocratie, "socialiste" ou autre, par le chemin graduel de la réforme de l'Etat, voilà la seule perspective du mouvement dissident. Du point de vue du prolétariat, cette perspective est contre-révolutionnaire. La classe ouvrière ne se libérera des chaînes du salariat que par l'insurrection et l'instauration de sa dictature sous la direction du parti de classe. Cette perspective révolutionnaire n'a rien de démocratique, puisque le prolétariat aura pour tâche d'instaurer son hégémonie de classe sur toutes les autres afin de mener à bien le processus historique de l'abolition du salariat et de l'économie marchande.

A la "moralisation" des cadres de l'appareil d'Etat et du parti, il faut opposer la préparation révolutionnaire du prolétariat. A la tentative de confondre les intérêts de l'Etat et des ouvriers, il faut élargir le fossé entre les classes.

Sans entrer dans un bilan détaillé des dernières luttes ouvrières en Pologne, nous pouvons affirmer de ce magnifique mouvement de classe qu'il confirme nos positions. Tout d'abord, il confirme que l'Etat capitaliste ne peut se plier face au prolétariat que lorsque celui-ci se place sur le terrain de la lutte de classe, c'est-à-dire le terrain de la force et non pas lorsqu'il patauge dans les eaux-de-basse fosse démocratiques, non-violents, parlementaires. Ensuite, il confirme qu'en l'absence de toute influence du parti de classe sur le prolétariat, celui-ci, malgré sa combativité, se heurte à des limites infranchissables. Les accords entre MKS et l'Etat en sont le vivant reflet. Ressentant le besoin du "droit d'association", les grévistes ont fait de cette revendication un des principaux objectifs de leur lutte. Mais le résultat obtenu - et porté aux nues par les démocrates de tout bord - pose déjà des jalons sur le chemin de l'intégration dans l'Etat des organisations syndicales fraîchement conquises. Les nouveaux syndicats se donnent en effet comme tâche de participer à la gestion de l'économie, ce qui est le meilleur moyen, en responsabilisant le prolétariat

de la production, de lui lier les mains dans les luttes futures. On ne peut pas être à la fois le responsable d'entreprise préoccupé de la bonne marche des affaires, du poids des salaires dans la composition du prix des marchandises et l'ouvrier écrasé par l'exploitation capitaliste et soucieux de défendre par la lutte ses conditions de vie dans une société où domine le capital. La recette autogestionnaire qui oppose idéalement la bonne moralité du prolétariat à la mentalité bureaucratique des hommes d'Etat, est la pire dans laquelle puisse tomber le prolétariat.

Pour venir en soutien à la dissidence dans les nations de faux-socialisme, se sont créés en occident une quinzaine de comités de solidarité. Le CSOPE (Comité de solidarité avec les opposants des pays de l'Est), fait partie de ceux-là en Suisse Romande. Nous examinerons prochainement sur quelles bases se fonde le soutien du CSOPE et définiront quel doit être le soutien de classe que doit apporter le prolétariat occidental à ses frères de classes à l'Est.

( à suivre )

## CONTORSIONS RIDICULES DU PST

Les grèves de Pologne en révélant la nature réelle de l'Etat polonais, posent un problème ardu à l'ensemble des forces opportunistes, qu'elles soient de gauche (comme la LMR) ou de droite (comme le Pdt). Rien ne différencie fondamentalement d'ailleurs les raisons du trouble qu'affichent les différentes variantes de l'opportunisme. A droite ou à gauche se pose le même problème: comment expliquer l'éclosion d'un vaste mouvement gréviste dans un pays où est établi le "socialisme" ? Comment expliquer ces mouvements de classe, alors que le "socialisme" est censé avoir aboli tout rapport de classe ?

Pures produits de la contre-révolution triomphante, ces forces restent aveugles aux démonstrations les plus éclairantes. L'état chaud polonais, nous l'avons démontré par ailleurs, est la plus récente démonstration de la nature capitaliste du mode de production. L'opportunisme est donc obligé de s'enfoncer encore plus la tête dans le merdier idéologique bourgeois pour sauver la face vis-à-vis de sa clientèle.

C'est sous le titre de "oui, une crise du socialisme... mais de croissance et non de déclin !" que la VO No 35 tente de revenir à elle après le k.o. infligé par les grèves au mythe du "socialisme" à l'Est.

Tout d'abord voyons l'explication du marasme économique. Rétrécissement des débouchés du marché, déficit de la balance commerciale, endettement général (1000 FS par habitant) et service de la dette extérieure démesurée, ralentissement des investissements, inflation galopante, voilà les maux de la Pologne que nous décrit la VO. Ceci est parfaitement vrai. Si vrai d'ailleurs que cette vérité est aujourd'hui valable pour toute nation industrielle; nos ministres occidentaux de l'économie ne pleurent-ils pas à longueur d'année sur ces mêmes méfaits qu'ils sont incapables de maîtriser ?

Quelle différence alors entre "notre" capitalisme et "leur" socialisme si tous les deux manifestent les mêmes symptômes ?

Aucune bien sûr ! Et en Pologne la crise capitaliste a les mêmes conséquences pour la classe ouvrière à savoir de "réduire ... le pouvoir d'achat réel moyen", comme le reconnaît la VO.

La situation en Pologne n'est donc que le fait d'"erreurs" et de "déficiences" accumulées depuis 1945. 45 morts, des centaines de blessés en 1970, voilà donc une petite "erreur" de parcours, une simple "crise de croissance".

Le socialisme, rappelons le encore une fois, est un mode de production libéré des contraintes du marché et qui peut de ce fait être réellement pris en charge par la société. Il n'y a pas dans le socialisme de déficit, ni d'endettement, ni d'investissement, ni de marchés qui se compriment - autant de phénomènes échappant à la volonté des gestionnaires du capital mais il y a une production conditionnée par les seuls besoins de l'espèce humaine à l'échelle planétaire. Dans le socialisme il n'y a pas de prix affichés sur les objets produits, la viande ne pourra pas à l'étal du boucher lorsque les ventes sont vides parce que le boeuf coûte deux fois plus du jour au lendemain. Le socialisme, c'est l'abolition du salariat, et en détruisant ce fondement de l'existence de la classe ouvrière, c'est aussi l'abolition des classes.

Quelle est donc la seule économie qui puisse souffrir de sa croissance ? Le capitalisme !

Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisations, trop de moyens de subsistances, trop d'industries, trop de commerces. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la civilisation bourgeoise et les rapports bourgeois de propriété; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces formes qui leur font alors obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses qu'il crée". (K. Marx, le Manifeste 1848).

Les idéologues bourgeois de bas étage enfourchent le mythe du déclin du "socialisme", leurs frères opportunistes celui de la croissance du "socialisme", mais ces mythes seront un jour écrasés par le prolétariat mondial et sa dictature de classe. Et c'est sur les ruines du capital que se construira le socialisme qui ne souffrira ni de crise de croissance, ni de crise de vieillesse !

### Violence, terrorisme et lutte de classe

C'est le titre de la brochure n° 8 parue dans la série « Le Prolétaire ». Elle reprend les principaux articles publiés dans notre presse ces derniers mois.

Lecteurs, sympathisants, passez commande au siège du journal et diffusez-la largement !

### Presse du Parti

#### LE PROLÉTAIRE

#### il programma comunista

#### El Comunista

#### Kommunistisches Programm

#### el-oumami

### Programme Communiste n° 83

- La lutte de classe est plus vivante que jamais !
- La gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au V<sup>e</sup> Congrès de l'IC)
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le « Tiers Monde »
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine
- Notes de lecture : Léon Trotsky, Terrorisme et Communisme — Pierre Franck manipule l'histoire



# Pathologie der bürgerlichen Gesellschaft

## Notwendigkeit der kommunistischen Revolution

Wachsende Kriminalität; zunehmender Ausbruch von Gewalttätigkeit bei Begegnungen und Zusammenseln von Menschen; Depressionen, Neurosen, Psychosen als Dauerschnupfen eines immer breiteren Teils der Gesellschaft; um sich greifende Fluchtgedanken; steller Anstieg des Verbrauchs harter Drogen; Trunksucht; Verallgemeinerung der Einnahme "medizinischer" Beruhigungs- und Aufputschmittel; internationaler Wettbewerb um die höchste Selbstmordrate im allgemeinen und Kindeselbstmordrate im besonderen etc. Die bürgerliche Gesellschaft erzeugt tagtäglich unzählige Erscheinungen sozialer Pathologie. Auf dieser Grundlage blühen ganze Wirtschaftszweige, von der Pharmaindustrie bis hin zu den Massenmedien, von den Schnapsbrennereien bis hin zu der bürgerlichen Soziologie und Psychologie.

Die Soziologen erzeugen Erklärungen für die Pathologie der bürgerlichen Gesellschaft. Ein Teil dieser Zunft führt die sozialen Krankheitserscheinungen auf die Bedingungen allgemeiner Unsicherheit und Anarchie zurück, die mit der Weltwirtschaftskrise entstanden; ein anderer Teil "entdeckt" die Ursache hingegen im "Genuß- und Konsumrausch", bzw. in den "übersteigerten Erwartungen", die von den "Wohlstandsjahren" geweckt wurden. Die einen wie die anderen erzählen nur einen Teil der Wahrheit, die sie dadurch umso besser verschleiern. Wie könnte es aber auch anders sein? Sie sind Wortführer der Interessen und der Ideologie der herrschenden Klasse. Gegen die Krankheiten ihrer Gesellschaft können sie keine andere "Therapie" verschreiben, als eine weitere Entwicklung des Kapitalismus, aus dem selbstverständlich die Krisenbedingten (oder wohlstandsbedingten) Ungleichgewichte und Auswüchse zu beseitigen seien.

"Wohlstand" und Krise gehören aber zusammen. Sie folgen nicht nur aufeinander, sondern bedingen sich gegenseitig im Laufe eines einzigen Prozesses. Die Akkumulation von Kapital geht in Form eines "Zyklus von Perioden mittlerer Lebendigkeit, Produktion unter Hochdruck, Krise und Stagnation" (1) vor sich; die wachsende Akkumulation von Kapital ist die Bedingung und zugleich das Ergebnis seiner zyklischen Vernichtung. Dies können Soziologen aber nicht zugeben. Ebensoviele können sie zugeben, daß mit der ungeheuerlichen Entwicklung der Produktivkräfte im Kapitalismus "die maßlose Verschwendung der gesellschaftlichen Produktionsmittel und Arbeitskräfte" (2) einhergeht - sie ist das notwendige Resultat des "anarchischen Systems der Konkurrenz", das seinerseits aus der erweiterten Reproduktion des Kapitals und somit aus den Produktionsverhältnissen des Kapitalismus nicht wegzudenken ist.

Dabei ist "die Akkumulation von Reichtum auf dem einen Pol (...) zugleich Akkumulation von Elend, Arbeitsqual, Sklaverei, Unwissenheit, Brutalisierung und moralischer Degradation auf dem Gegenpol" (3).

Wenn die Krise, in der sich die bürgerliche Welt befindet, für irgendetwas "verantwortlich" ist, so gerade dafür, die Gesetze, welche alle Phasen der kapitalistischen Produktion (und also die bürgerliche Gesellschaft) beherrschen, in ihrer vollen und brutalen Wirkung hervortreten zu lassen. Sie läßt die vom Kapitalismus im Hoch wie in der Flaute, im Überfluß wie im Mangel erzeugten Gemeinheiten offen zutage treten.

"Die fortwährende Umwälzung der Produktion, die ununterbrochene Erschütterung aller gesellschaftlichen Zustände, die ewige Unsicherheit und Bewegung zeichnet die Bourgeoisiepoche vor allen früheren aus" (4). Diese allgemeinen Kennzeichen des Kapitalismus, Kennzeichen seiner historischen Kraft und zugleich Ursache seiner historischen Zerbrechlichkeit, bringt die Krise zum Ausdruck, wenn sie die Proletarier, aber auch einen breiten Teil der Mittelschichten und daher die mittelständische Jugend in eine diffuse und tiefe Unsicherheit stürzt.

Mit der Krise werden alle "Werte" der bürgerlichen Gesellschaft entheiligt, es gibt keinen festen Halt, keine feste Norm mehr. Dies ist aber nur die Kehrseite der normalen Entwicklung dieser Gesellschaft: "Alles Ständige und Stehende verdampt, alles Heilige wird entweiht, und die Menschen sind endlich gezwungen, ihre Lebensstellung, ihre gegenseitigen Beziehungen mit nüchternen Augen anzusehen" (5).

Wo scheinbar Harmonie herrscht, läßt die Krise Chaos entstehen. Damit beweist sie, daß "die Anarchie das Gesetz der von den gliedernden Privilegien emanzipierten bürgerlichen Gesellschaft" ist, d.h. von der bürgerlichen Gesellschaft in Reinkultur, ohne vorbürgerliche Vorrechte; "und die Anarchie der bürgerlichen Gesellschaft ist die Grundlage des modernen öffentlichen Zustandes, wie der öffentliche Zustand wieder seinerseits die Gewähr dieser Anarchie ist" (6). Stellt die Krise die Menschen in ihrem verzweifelten Überlebenskampf in einen wachsenden Gegensatz zueinander, so wird dadurch nur das Prinzip, in dem der Kapitalismus seit seiner Entstehung den gesunden Stachel des Fortschritts erblickt, der freie Konkurrenzkampf, zur vollen Geltung gebracht: "Wie die freie Industrie und der freie Handel die privilegierte Abgeschlossenheit und damit den Kampf der privilegierten Abgeschlossenheiten untereinander aufheben, dagegen an ihre Stelle den (...) losgebundenen, selbst nicht mehr durch den Schein eines allgemeinen Bandes an den anderen Menschen geknüpften Menschen setzen und den allgemeinen Kampf von Mann wider Mann, Individuum wider Individuum erzeugen, so ist die ganze bürgerliche Gesellschaft dieser Krieg aller (...) Individuen gegeneinander" (7).

Die Krise stürzt selbst bürgerliche Schichten ins Elend und, wenn sie ihnen dadurch nicht die Fähigkeit, die bürgerliche Gesellschaft an der Wurzel zu bekämpfen, verleiht (diese bleibt dem Proletariat vorbehalten), so ist es doch nur die normale Lebenslage des Proletariats, die infolge dieser Entwicklung auf einen breiteren Kreis

ausgedehnt wird: "Bei den Proletariern (...) ist ihre eigene Lebensbedingung, die Arbeit, und damit sämtliche Existenzbedingungen der heutigen Gesellschaft, (...) zu etwas zufälligem geworden, worüber die einzelnen Proletarier keine Kontrolle haben und worüber ihnen keine gesellschaftliche Organisation eine Kontrolle geben kann" (8).

Auf diesem Boden, auf dem Boden des Kapitalismus und der bürgerlichen Gesellschaft, gedeihen die große und kleine Kriminalität, der private Diebstahl und die öffentliche Plünderung, die individuelle und Gruppengewalt, die Abirrungen und Sexualverbrechen, die bewaffneten Überfälle und die spektakulären Entführungen, die Abrechnungen zwischen Einzelnen, Cliven und Familien, kurz "Brutalisierung und Degradation". Sie gedeihen mit unterschiedlichem Gewicht, je nachdem ob man eine Periode der ökonomischen Expansion oder Rezession durchmacht; ihre Natur ist aber in beiden Fällen dieselbe. Und wohlweislich gefördert von den verschiedenen Ideologien der herrschenden Ordnung entstehen auf diesem selben Boden wiederum die Mittel und Wege, um dieser unerbittlichen Wirklichkeit scheinbar auszuweichen, die sinnlose Flucht ins künstliche Paradies der Drogen oder, was auf dasselbe hinausläuft, der Religion, die sang- und klanglose Preisgabe der eiteln Gewißheiten der bürgerlichen Fortschrittsideologie, an deren Stelle die in weit größerem Maße verführerischen Ungewißheiten des Individualismus, Existentialismus und Irrationalismus treten. Auf diesem Boden wachsen schließlich Seite an Seite die Unterwerfung unter die Tabus der bürgerlichen Zivilisation und - dies sei hier gesagt, ohne sie beleidigen zu wollen - die Verzweiflung der "Terroristen".

Als Kommunisten verlangen wir nicht von den Priestern des Kapitals, diesen vielen Politikern, Geistlichen, Philosophen und Professoren, daß sie einsehen, daß die von ihnen tagtäglich angepöbelten Zersetzungserscheinungen notwendige Kübungen der kapitalistischen Entwicklung darstellen. Von ihnen erwarten wir nichts anderes, als daß sie unter den Opfern dieser unenterrinnbaren Entwicklung das Opium der Flucht oder, was auf dasselbe hinausläuft, des Reformismus verbreiten. Mehr noch, die Ohnmacht der offiziellen und offiziellen "Kultur" der herrschenden Klasse kommt nirgends so klar zum Ausdruck, als gerade in ihrem Versuch, diese Zersetzungserscheinungen als zufällig, als Ausnahmen, zu erklären, oder, was auf einer noch tieferen Ebene steht, als Produkt von geheimnisvollen Faktoren, die außerhalb der Gesellschaft entstehen und auf sie hineinwirken - eine Neuauflage des "Bösen". Nichts kann den Niedergang dieser "Kultur" besser bloßstellen, als die "Therapie", die sie allein zu verschreiben imstande ist, die Rückkehr der kapitalistischen Wirtschaft zu einer vollkommen utopischen "harmonischen Entwicklung", die Rückkehr der bürgerlichen Gesellschaft zum Mythos ihrer "ewigen Werte".

In der kapitalistischen Produktionsweise verändern sich Tätigkeiten, die für die Menschen denkbar unproduktiv sind, in produktive Arbeit für das Kapital. Mit seiner spitzen Feder hat Marx vor mehr als einem Jahrhundert gezeigt, daß unter solchen Bedingungen die Kriminalität sich in ein Entwicklungsmittel, in einen Träger der Produktionserweiterung und in einen Faktor der... Harmonie verwandelt, was im übrigen auf einer höheren Ebene der sozialen Fäulnis nicht minder für den Parasitismus und die Nichtstue rei gilt. Wir werden diese Seiten von Marx fast vollständig zitieren und dabei jene bürgerlichen Predigten über die ergiebigen und stimulierenden Momente des Kapitalismus hervorheben, die Marx sarkastisch in seinen Text einflechtet, um sie mit den Verbrechen in Bezug zu bringen, die das Kapital in seiner ganzen Laufbahn begleitet, von der bloßen Mehrwertauspressung über die Schaffung "einer Unzahl jetzt unentbehrlicher, aber an und für sich überflüssiger (und selbst schädlicher) Funktionen" (9), bis hin zu den lokalen, nationalen, kolonialen und imperialistischen Kriegen. Marx schreibt als Paraphrase eines bürgerlichen Ökonoms:

"Ein Philosoph produziert Ideen, ein Poet Gedichte, ein Pastor Predigten, ein Professor Kompendien usw. Ein Verbrecher produziert Verbrechen. Betrachtet man näher den Zusammenhang dieses letzteren Produktionszweigs mit dem Ganzen der Gesellschaft, so wird man von vielen Vorurteilen zurückkommen. Der Verbrecher produziert nicht nur Verbrechen, sondern auch das Kriminalrecht und damit auch den Professor, der Vorlesungen über das Kriminalrecht hält, und zudem das unvermeidliche Kompendium, worin dieser selbe Professor seine Vorträge als 'Ware' auf den allgemeinen Markt wirft. Damit tritt Vermehrung des Nationalreichtums ein. Ganz abgesehen von dem Privatgenuß, den (...) das Manuskript des Kompendiums seinem Urheber selbst gewährt."

Der Verbrecher produziert ferner die ganze Polizei und Kriminaljustiz, Schergen, Richter, Henker, Geschworene usw.; und alle diese verschiedenen Gewerkszweige, die ebenso viele Kategorien der gesellschaftlichen Teilung der Arbeit bilden, entwickeln verschiedene Fähigkeiten des menschlichen Geistes, schaffen neue Bedürfnisse und neue Weisen ihrer Befriedigung. Die Tortur allein hat zu den sinnreichsten mechanischen Erfindungen Anlaß gegeben und in der Produktion ihrer Werkzeuge eine Masse ehrsamere Handwerksleute beschäftigt.

Der Verbrecher produziert einen Eindruck, teils moralisch, teils tragisch, je nachdem, und leistet so der Bewegung der moralischen und ästhetischen Gefühle des Publikums einen 'Dienst'. Er produziert nicht nur Kompendien über das Kriminalrecht, nicht nur Straf-

gesetzbücher und damit Strafgesetzgeber, sondern auch Kunst, schöne Literatur, Romane und sogar Tragödien (...). Der Verbrecher unterbricht die Monotonie und Alltagsicherheit des bürgerlichen Lebens. Er bewahrt es damit vor Stagnation und ruft jene unruhige Spannung und Beweglichkeit hervor, ohne die selbst der Stachel der Konkurrenz abgestumpfen würde. Er gibt so den produktiven Kräften einen Sporn. Während das Verbrechen einen Teil der überzähligen Bevölkerung dem Arbeitsmarkt entzieht und damit die Konkurrenz unter den Arbeitern vermindert, zu einem gewissen Punkt den Fall des Arbeitslohns unter das Minimum verhindert, absorbiert der Kampf gegen das Verbrechen einen andern Teil derselben Bevölkerung. Der Verbrecher tritt so als eine jener natürlichen "Ausgleichungen" ein, die ein richtiges Niveau herstellen und eine ganze Perspektive 'nützlicher' Beschäftigungszweige auf tun (...)

Wären Schüssler je zu ihrer jetzigen Vollkommenheit gediehn, wenn es keine Diebe gäbe? Wäre die Fabrikation von Banknoten zu ihrer gegenwärtigen Vollendung gediehn, gäbe es keine Falschmünzer? Hätte das Mikroskop seinen Weg in die gewöhnliche kommerzielle Sphäre gefunden (...) ohne Betrug im Handel? Verdankt die praktische Chemie nicht ebensoviel der Warenfälschung und dem Bestreben, sie aufzudecken, als dem ehrlichen Produktionseifer? (...) Und verläßt man die Sphäre des Privatverbrechens: Ohne nationale Verbrechen, wäre je der Weltmarkt entstanden? Ja, auch nur Nationen?" (10)

Dies sind die "Harmonien" der kapitalistischen Produktionsweise. Aus ihnen erwächst die "ewige Unsicherheit und Bewegung", welche die bürgerliche Gesellschaft kennzeichnen. Hier kann man nicht wie Proudhon und seine Jünger "gute" und "schlechte" Seiten voneinander trennen. Und es ist in der Apotheose der "nationalen Verbrechen", von denen die bürgerliche Rhetorik nur so schwärmt, daß die auf materieller wie moralischer Ebene wohlthuenden und fortschrittlichen Wirkungen der "privaten" Verbrechen den Gipfel erreichen. Man kann den Triumphzug des kapitalistischen Fortschritts nicht von der offensichtlichen Kriminalität der ihm entsprechenden Gesellschaftsordnung trennen. Die für die Kleinbourgeoisie charakteristischen Fluchttechniken und Ideologien vermitteln vielleicht die Illusion, diesem Teufelskreis individuell enttrinnen zu können. Sie reproduzieren nur die "Harmonien" und "Ausgleichungen" der kapitalistischen Ordnung, denen sie entweichen.

Nur jene Klasse, die auch schon mal die Klasse des "allgemeinen Skandals" genannt wurde, das moderne Proletariat, gewachsen unter der erdrückenden Last dieses organisierten Verbrechens und zugleich in der harten aber erzieherischen Schule der Arbeit, kann den Teufelskreis brechen. Allein die kommunistische Revolution, die totalitäre, antiindividualistische, antinationale, antimerkantile kommunistische Revolution kann ihn brechen.

Anmerkungen:

- (1) Marx, "Das Kapital", Band 1, 23. Kapitel, MEW 23, S. 661
- (2) ebda, 15. Kapitel, S. 552
- (3) ebda, 23. Kapitel, S. 675
- (4) "Manifest der Kommunistischen Partei", 1848 1. Kapitel
- (5) ebda.
- (6) Marx und Engels, "Die heilige Familie", MEW 2, S. 124
- (7) ebda, S. 123
- (8) Marx und Engels, "Die deutsche Ideologie", MEW 3, S. 77
- (9) "Das Kapital", op. cit., S. 552
- (10) Marx, "Theorien über den Mehrwert", erster Teil, MEW 26.1, S. 363 f.

## DEM KAMPFBEISPIEL ...

( suite de la page 1 )

sierung der Bankiers von Ost und West, um dem polnischen Staat durch Finanzspritzen zur Hilfe zu eilen. Und während das russische Militär drohend lauerte, predigten die westlichen Bourgeoisien und ihre Lakaien "Versöhnungsgeist", "Konzessionsbereitschaft auf beiden Seiten", usw. Sie bekundeten ihre Sympathien für die Streiks, um besser jene politischen Strömungen in Polen zu unterstützen, welche die demokratischen Stossdämpfer des Westens auf Polen übertragen möchten, um die dortige Arbeiterbewegung im Sumpf des Reformismus versanden zu lassen und die Keime selbständiger gewerkschaftlicher Organisation zu vereinnahmen und in einen demokratischen Transmissionsriemen des Staates und der kapitalistischen Wirtschaft wie im Westen zu verwandeln. Die Regierung, die Kirche und die demokratische Opposition, der russische Imperialismus und die westlichen Bourgeoisien ergänzen sich im Versuch der Erstickung des proletarischen Klassenkampfes.

Demgegenüber steht die polnische Arbeiterklasse POLITISCH ENTWÄFFNET da. Unter dieser Bedingung wird es schwer sein- und es wäre langfristig unmöglich -, die Unabhängigkeit der Bewegung und der ökonomischen Organisationen gegen die politischen Parteien und Strömungen der Bourgeoisie zu sichern. Das Proletariat braucht eine internationalistische revolutionäre Partei, um voranzukommen und sich auf den unausbleiblichen MACHTKAMPF gegen das Kapital vorbereiten zu können.

Und dabei sind die Kämpfe in Polen nur ein Spiegelbild unserer eigenen Zukunft.

Aus den Kräfteverhältnissen in Polen und auf internationalem Masstab, aus der Haltung der verschiedenen politischen Kräfte, aus der unenterrinnbaren Entwicklung des Kapitalismus ergibt sich wieder einmal:

- allein das internationale Proletariat kann den polnischen Arbeitern Solidarität entgegenbringen: Dadurch, daß es ihrem Kampfbeispiel folgt und sich die Lehren aus Polen zunutze macht; dadurch, daß es in jedem Land mit "seiner" Bourgeoisie und mit den sozialpartnerschaftlichen Organisationen bricht,

- allein durch eine internationale kommunistische Parteiführung kann das Proletariat den Kampf gegen das Kapital, der nach Jahrzehnten aufs neue beginnt, zu Ende führen und sich von der Lohnsklaverei befreien.

**Soutenez la presse  
du Parti**

**Diffusez-la !  
Abonnez-vous !**

Vient de paraître  
Brochure « Le Proletaire » N° 12

**SOLIDARITE  
PROLETARIENNE  
CONTRE LE CONTROLE  
DE L'IMMIGRATION**

Prix : 5 F

**Presse internationale**

Commandes au  
Editions Programme  
32, rue Pré du Marché  
1004 LAUSANNE

**Kommunistisches  
Programm**

n° 25/26 - Juillet 1980

Das Zeitalter der Kriege und der Revolutionen

Die Kommunistische Partei Italiens und die faschistische Offensive (1921-1924), IV., abschließender Teil

Zur Entstehung der bürgerlichen Gesellschaft in Indochina

- Einleitung

- Die Bildung des vietnamesischen Nationalstaates

- Nationale Revolution und Untergang Kambodschas

Entwicklung und Rolle des kleinbürgerlichen Antimperialismus am Beispiel der FSLN in Nicaragua

**LEST! ABONNIERT !**

**PROLETARIER**  
Zweimonatszeitung  
Jahresabonnement: 6 DM - 44 ÖS - 6 FS

# COMPTE RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE

## LA CRISE DU MOYEN-ORIENT ET L'IMPERIALISME

Fin Mai, début Juin, nos camarades en Suisse, tenaient à Lausanne, Genève et Neuchâtel, des réunions publiques sur le thème : " La crise du Moyen-Orient et l'Impérialisme ". L'actualité de ce début d'automne remet à l'avant scène avec les combats de l'Irak et l'Iran, cette région particulièrement sensible de l'impérialisme. Les raisons de ce nouveau conflit sont immuablement les mêmes : celles de l'ordre impérialiste nécessaires pour échanter la soif insatiable en pétrole de l'industrie capitaliste d'occident.

Les réunions publiques tenues se divisaient en deux parties : la première s'attachait à décrire l'importance du facteur qu'est le contrôle de cette région pour l'occident, la seconde décrivait l'importance du mouvement social iranien comme facteur destabilisant de l'ordre régional, et les limites objectives de ce mouvement, ainsi que le sens de l'intervention russe en Afghanistan.

La fin de la 2ème guerre impérialiste aboutissait à un nouveau partage du monde entre grandes puissances impérialistes. Comme à Vienne en 1815 ou à Versailles en 1919, les vainqueurs traçaient au crayon rouge les nouvelles délimitations de marché et d'influence. Dans ce partage, l'Occident, pauvre en matières premières et d'autant plus poussé à les contrôler que le nouveau cycle d'accumulation capitaliste se faisait prometteur, confirma ses positions sur le morceau de choix que représentait le Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient fait partie d'une région vitale pour l'impérialisme. Premièrement, elle lui fournit l'essentiel du pétrole qu'il consomme. Deuxièmement, elle se situe à la limite de l'URSS et forme pour l'impérialisme son glacis sud. Troisièmement, elle contrôle les grandes voies maritimes du commerce, celle du détroit d'Ormuz, celle de la Mer Rouge et celle de l'Océan Indien via le détroit de Madagascar.

L'accaparement des matières premières et le contrôle inhérent de leur circulation sont liés au développement et à la concentration capitaliste. Dans "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916) Lénine explique que :

" Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont, surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains toutes les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviserait de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies". (soul. par nous).

Depuis que Lénine a écrit ces lignes, le Capital et le monopole (privé comme d'Etat), n'a fait que suivre un développement toujours plus large et concentré. La dépendance du Capital vis-à-vis des matières premières n'a fait aussi que s'accroître. A tel point que les cinq grandes nations capitalistes (les E.U., la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon et la France) dépendent de 60 à 80% de l'extérieur pour les matières premières.

Dans la lutte pour le contrôle des matières premières, c'est évidemment l'impérialisme le plus

fort qui s'impose aux autres. Les Etats-Unis après avoir fait avaler à l'Europe et au Japon la couleuvre de la dévaluation du dollars, ont réussi en avalisant et aggravant la hausse du prix du pétrole à saper l'économie de ces principaux concurrents et à revenir en force sur le marché.

Déjà après la 2ème guerre impérialiste, en évinçant de la région l'impérialisme anglais devenu trop sénile pour y maintenir l'ordre, les Etats-Unis apparaissent comme le gendarme assurant la stabilité sociale et la sécurité de l'approvisionnement en pétrole notamment en faisant de l'Iran son bastion militaire avancé. De cette guerre entre "alliés", l'Europe et le Japon ressortent l'échine courbée, en se consolant pour la France de jouer indépendamment le gendarme en Afrique ou pour le Japon de voir revenir le temps d'une nouvelle puissance militaire apte à faire régner son ordre en Asie du Sud-Est.

Dans cette guerre pour le contrôle des matières premières, guerre dans laquelle est entré en force l'impérialisme russe, il ne faut voir que l'exacerbation des contradictions capitalistes qui à un certain stade aboutissent implacablement à la guerre impérialiste mondiale.

La machine productive des capitalistes ne peut tourner sans qu'on l'alimente en matières brutes destinées à une transformation. Ces matières entrent donc au niveau de la composition organique du capital dans sa partie constante. Une augmentation élevée de celui-ci augmente le prix des produits finis sans pour autant élargir le marché. Le capitaliste, prisonnier du marché qui détermine les prix, se voit donc dans l'obligation de diminuer son taux de profit ou d'augmenter la productivité pour pallier à l'augmentation des prix. Mais ces nécessités impératives pour la survie du capital ne font que rendre encore plus dure la concurrence que se livrent les capitalistes jusqu'au stade où le capitalisme passe de la guerre économique et diplomatique à la guerre militaire.

Le contrôle des matières premières est donc, sous le capitalisme, un des facteurs immuables de guerre.

Le Moyen-Orient n'est qu'une des pièces du puzzle de la domination impérialiste (l'Afrique, le Sud-Est asiatique sont d'autres pièces non moins importantes) mais une pièce vitale - du moins tant qu'il n'y aura pas d'autres sources d'approvisionnement - dans la mesure où dépend d'elle son approvisionnement d'or noir(1)

(1) D'ailleurs la bourgeoisie ne laisse planer aucun doute, que ce soit la bourgeoisie française : " Or, il règne actuellement en Afrique (...) un climat d'instabilité qui ne peut nous laisser indifférents (...). La sécurité de la France ne dépend pas, bien sûr uniquement de la sécurité de l'Afrique, mais elle est, me semble-t-il, très fortement liée à celle-ci (...). Les routes maritimes qui entourent l'Afrique ser-

TABLEAU 1

DEPENDANCE DES PRINCIPAUX ETATS IMPERIALISTES

Matières	USA	GB	RFA	Japon	France	URSS
pétrole	23%	100%	95%	100%	98%	0%
fer	33%	60%	87%	97%	16%	0%
aluminium	83%	100%	100%	100%	17%	0%
cuivre	16%	100%	100%	85%	100%	0%
nikel	90%	100%	100%	100%	100%	0%
étain	100%	91%	100%	95%	97%	21%
plomb	34%	99%	85%	70%	85%	-
zinc	48%	100%	63%	56%	92%	-
molybdène	0%	100%	100%	-	100%	0%
chrome	100%	100%	100%	100%	100%	0%
manganèse	100%	100%	100%	90%	100%	0%
caoutchouc nat.	100%	100%	100%	100%	100%	100%

(chiffres de 70)

De ce tableau ressort un certain nombre de remarques : tout d'abord, il faut noter la faible dépendance de l'URSS en matières premières. Cette faible dépendance s'explique par l'immensité des territoires russes sur lesquels la probabilité de trouver, en quantité et en variétés, ces matières est grande.

Pour les Etats-Unis, le problème est déjà différent. Malgré ses grands territoires et ses richesses naturelles, la boulimie productive américaine ne s'autosuffit pas. C'est ainsi que même pour des produits de faible dépendance, les Etats-Unis occupent une place primordiale dans leurs achats sur le marché. Par exemple, malgré leur faible dépendance en bauxite (minéral de base pour l'aluminium), ils sont en tête des acheteurs mondiaux. De même pour l'étain, le plomb, le zinc, le caoutchouc naturel, ils sont les

premiers importateurs mondiaux. Quant au pétrole, ils figurent en seconde position derrière le Japon.

Pour les autres nations, la dépendance est totale, voisinant pratiquement le 100%, et ce n'est pas l'exploitation par les anglais du pétrole de la mer du Nord ( n'apparaissant pas encore sur les chiffres de 1970) qui changera quoi que ce soit.

Il faut enfin noter que la pression de l'impérialisme pour le contrôle des matières premières devient d'autant plus forte qu'interviennent un nombre toujours plus grands de métaux dans la production, certains d'entre eux (chrome par exemple) n'ayant pas une importance quantitative mais qualitative car ils constituent l'élément clef de certains alliages fondamentaux et de certaines productions (dans l'électronique en particulier).

TABLEAU 2

PRODUCTION MONDIALE DE PETROLE BRUT

	Pays	Pour-cent	Sous-total
	URSS	18	
	USA	15	33 %
Moyen-Orient	Arabie Saoudite	15	
	Irak	5	
	Iran	4	
	Koweït	4	
	Emirats arabes	2	
	Autres Moyen-Orient	3	33 %
Afrique	Nigéria	4	
	Lybie	3	
	Algérie	2	
	Autres Afrique	1	10 %
Am. lat.	Venezuela	4	
	Mexique	3	7 %
Divers	Chine populaire	3,3	
	Canada	2,5	
	Grande-Bretagne	2,5	
	Indonésie	2,4	
	Autres	6,3	17 %

(chiffres de 78-79)

Ce tableau à lui seul explique toute la question du Moyen-Orient. Si l'URSS est un gros producteur de pétrole pour soi, le Moyen-Orient fournit le 33% de la production pétrolière. A ce chiffre, on peut associer la production de l'Algérie et de la Lybie qui sont directement liées au Moyen-Orient par une communauté ethnique, culturelle et historique. 38% de la production mondiale de pétrole dépend donc de la stabilité sociale de cette aire où la mise en mouvement

des masses arabes du Moyen-Orient peut entraîner celles du Maghreb et réciproquement.

D'autre part presque tout le pétrole extrait au Moyen-Orient se situe dans la zone entourant le Golfe Persique. Cette concentration intensifie d'autant plus l'importance stratégique du Golfe. C'est donc sur ce territoire restreint que se joue le sort de l'Occident, mais dans ce territoire s'accumulent toujours plus de tensions sociales.

(suite à la page 7)

" vent à acheminer la plus grande partie du pétrole et des matières premières dont nous avons besoin et sont donc vitales pour notre pays", (Général Méry, juin 78)

ou la bourgeoisie américaine :

" Pour réaliser nos objectifs nationaux en temps de guerre et pour assumer notre niveau de vie en temps de paix, les garanties suivantes sont requises : PREMIEREMENT, notre nation doit être as-

" surée de toujours disposer des ressources de matières premières correspondant à nos besoins (...)

" DEUXIEMEMENT, elle doit être assurée que les voies maritimes resteront ouvertes et sûres pour notre commerce et à titre de corollaire, interdites à nos ennemis en temps de guerre". (Département of Navy, US Life Lines, janvier 78).



TABLEAU 3

## IMPORTATION DE PETROLE DE LA FRANCE

	Provenance	Pour-cent	Sous-total
Moyen-Orient	Arabie Saoudite	36,3	
	Emirats	5,3	
	Katar	3,4	
	Koweït	4,2	
	Iran	5	
	Irak	18,1	72,3
Afr.	Algérie	3,9	
	Lybie	3,6	
	Nigéria	7,7	15,2
	URSS	3,8	
	Autres	8,7	12,5

L'exemple de la France est aussi celui de tout autre nation du bloc occidental (sauf les EU dont la dépendance est moindre), il se résume au chiffre des 72,3% de pétrole en provenance du Moyen-Orient (dont 36,3% de l'Arabie Saoudite !) Que s'écroule le Moyen-

Orient et la France est entraînée avec dans la chute !

Si l'on parle du pétrole en provenance du monde arabe (en tenant compte aussi de l'Algérie et de la Lybie) c'est de 79,8% de dépendance qu'il faut compter.

TABLEAU 4

## PROVENANCE DU PETROLE DE LA SUISSE

## a) Produits raffinés

Pays	%	S-total
Italie	22,4	
Allemagne	21,3	
France	41,3	
Pays-bas	6,8	91,8%
Pays de l'Est	5,9	
Autres	2,3	8,2%

## b) Produits bruts

Pays	%	S-total
Moyen-Orient	35,6	35,6%
Algérie	16	
Libye	38,6	
Tunisie	2,7	57,3%
Nigéria	7	
Iran	0	

Les produits raffinés importés en Suisse représentent le 2/3 de la consommation intérieure, l'autre tiers constituant des produits bruts raffinés dans le pays.

Pour les produits bruts, les fournitures sont à 35,6% en provenance du Moyen-Orient. Mais si l'on tient compte de l'Afrique du Nord, c'est 92,9% du pétrole qui provient du monde arabe.

La seconde partie s'attache à décrire toute l'importance que pouvait revêtir le mouvement social en Iran, ainsi que l'intervention russe en Afghanistan.

Nous avons commencé par montrer que le mouvement social en Iran n'est ni la conséquence d'un quelconque fanatisme religieux comme aime à le crier une certaine presse reflétant la peur des petits-bourgeois devant tout mouvement de masse, ni le résultat d'un "travail politique" d'une organisation sociale ou politique. Il est le produit de puissants facteurs matériels que nous nous sommes attaché à décrire.

L'exposé montre qu'après la disparition, sous les coups de la contre-révolution triomphante à l'échelle internationale, de la perspective bolchévique de la révolution double dans les pays arriérés qui entendaient unir contre le monstre impérialiste la lutte du prolétariat international et celle des peuples de couleur, même la révolution démocratique devient impossible dans les aires les plus arriérées. Dans l'empire perse, encore empêtré dans les rapports semi féodaux, la "révolution par en bas" qui met en branle les grandes masses plébiennes et semi prolétaires sur des objectifs démocratiques sera remplacée par la "révolution par en haut". Elle consistera à transformer sous l'impérieuse nécessité du développement du mode de production bourgeois, les anciennes classes féodales en bourgeoisie.

Avant de décrire les étapes de cette lente et douloureuse transformation sociale, l'exposé décrivait la vieille société iranienne, comme une société de type asiatique, où des villages autossuffisants et géographiquement très dispersés pliaient sous le poids des villes nées à l'intersection de la propriété foncière et du grand commerce de caravansérail.

Jusqu'en "50", 60'000 féodaux possédaient la quasi totalité des 50'000 villages peuplés en moyenne de 250 habitants. Ceux-ci a-

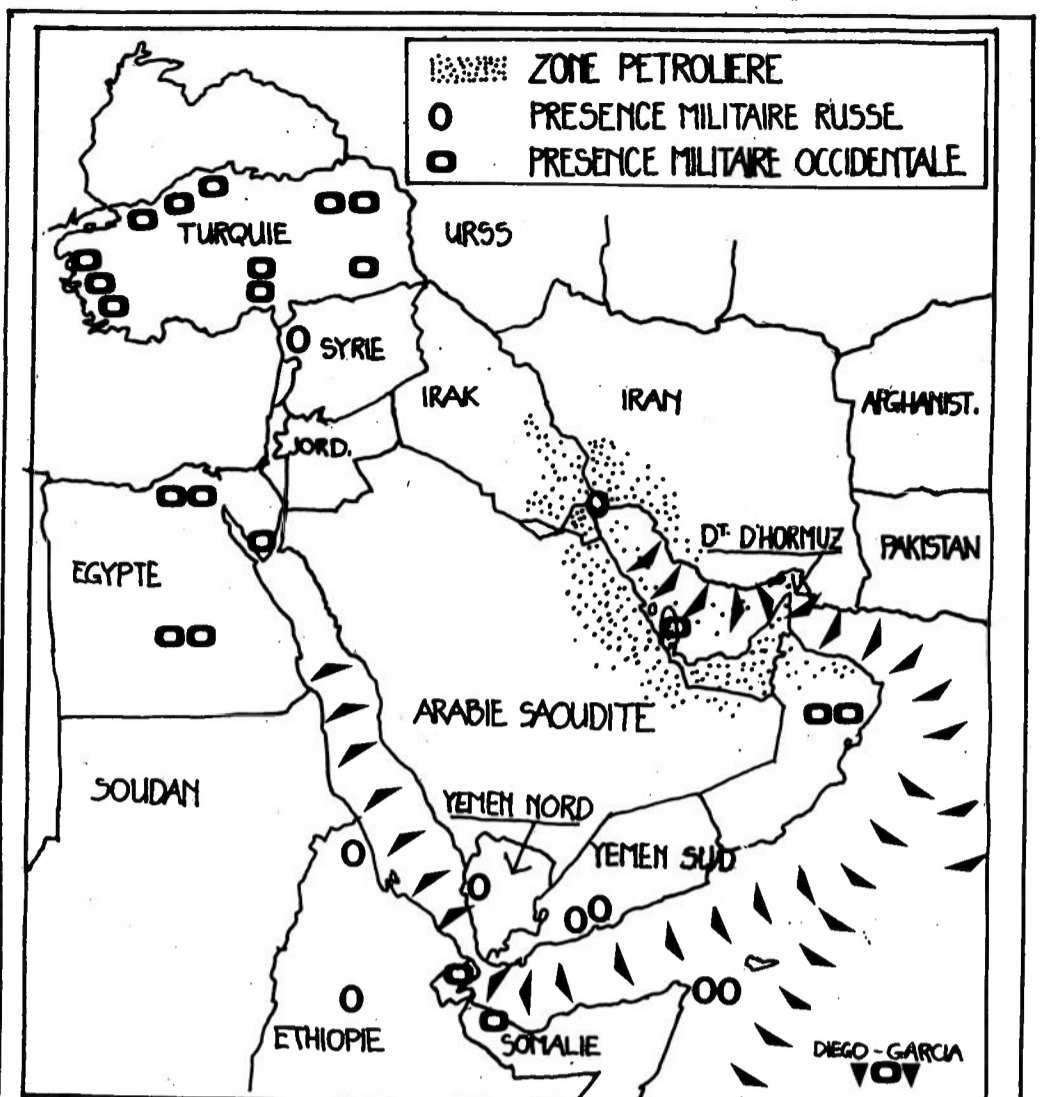
vaient la haute main sur la distribution de l'eau, et étaient en mesure dans ce pays désertique d'exercer un despotisme féroce sur les couches paysannes.

De "50 à 60" on voit se développer des exploitations de type capitaliste spécialisées dans les cultures spéculatives, et apparaître une nouvelle couche sociale : Les salariés agricoles. Mais cette transformation se fait lentement et le "maître du village" reste le féodal de type ancien.

L'exposé montra comment les lentes, mais inexorables transformations de la campagne accumulèrent une somme de contradictions sociales qui ne pouvaient pas ne pas engendrer de changement politique, le poids politique de la propriété foncière ne correspondait plus à son poids économique face au développement de l'industrie et du commerce.

Les nouveaux intérêts bourgeois n'étaient plus en mesure de supporter longtemps la cravache du propriétaire foncier.

Au début des années "50", la situation objective était mûre pour une révolution bourgeoise dirigée contre l'impérialisme et les féodaux, en s'appuyant sur une véritable révolution paysanne. Le minable réformisme de Mossadegh et le coup d'Etat de "53" inspiré par la CIA brisa cette perspective, mais entraîna le pays dans la spirale du marché mondial et de la militarisation. L'inféodation aux E.U. correspondait aux nécessités de tout l'ordre impérialiste avidé d'Or noir. Sa position géostratégico-économique au milieu des sables pétrolifères allait faire de l'Iran le bastion avancé du militarisme américain, dans la région. Mais pour que cette mission de police locale lui soit confiée, elle nécessitait un bouleversement des conditions sociales, mais... dans l'ordre. Un féodal peut tenir un sabre, mais pas manier un avion. La conduite d'un tank exige un soldat formé à l'école des bagnes industriels non un serf corvéable à peine capable de tenir un fusil.



Dans le conflit qui oppose les impérialismes de l'Est et de l'Ouest, toute la zone bordant l'Océan Indien est un enjeu de première importance. Depuis cette zone, on peut en effet contrôler plusieurs voies commerciales (Mer Rouge, Golfe Persique, Océan Indien). Les voies maritimes passant par là alimentent en effet tant les Etats Unis et l'Europe que le Japon.

Détroit d'Ormuz : 40% de la consommation de pétrole des pays "non-communistes" transite par ce goulot maritime, soit l'équivalent de un tanker toutes les 4 minutes c'est à dire 880 millions de tonnes par an. Or l'instabilité de la région met en danger la sécurité du trafic. Lorsque l'Iran investit les îles du détroit appartenant aux "frères arabes" des Emirats, en 1971, alors qu'il était encore sous la domination militaire américaine, se révèle l'importance stratégique du détroit.

Mer Rouge : l'entrée de la mer est contrôlée par Djibouti (France) et Aden (sous influence russe). La lutte entre les Etats Unis et l'URSS pour s'implanter dans la région est permanente. La récente ouverture du Yémen du Nord aux russes tend à avoir comme contrepoids les tentatives américaines de s'approprier la base de Berbera en Somalie. La Mer Rouge après la réouverture du canal de Suez en 1975 et les travaux effectués pour le passage des grands pétroliers a reconquis en partie son importance d'antan.

Océan Indien : le contrôle de cette partie de l'Océan permet de protéger une voie maritime où circulent 4000 bâtiments (dont 1500 pétroliers) transportant outre le pétrole, l'uranium, les diamants, le lithium, le chrome, etc...

La révolution blanche du Shah fut cette transformation par en haut, en s'appuyant sur l'armée moderne et la rente pétrolière, elle diminua le poids réels des classes de l'ancien régime. L'exposé montra les diverses transformations qui modifièrent le visage de la campagne, aboutissant à la fin des années "60" à ces chiffres : 25% des bras à la campagne alimentaient 70% du marché agricole. Tout cela n'empêcha pas en "70" l'Iran de ne plus assurer le ravitaillement des villes. Tout le développement économique national est distordu sous l'effet de la manne pétrolière. Le déficit alimentaire est compensé par les rentrées de la rente pétrolière. L'Etat pétrit d'archaïsme, est incapable d'assigner au pays une orientation industrielle conséquente. A la place d'une bourgeoisie industrielle, prospère une bourgeoisie qui vit des rentes et des services. La cour impériale devient la salle d'attente de tous les affairistes européens, américains et japonais, et 40% du revenu national est constitué par le tertiaire.

La richesse monétaire due aux rentrées pétrolières engorge les étroits canaux de l'ancien commerce. Le bazar s'hypertrophie, et vit des richesses produites ailleurs. L'augmentation des prix pétroliers accélère le mouvement jusqu'au blocage et la chute qui vient de l'extérieur.

La crise du mode capitaliste de production, réduit les exportations de pétrole d'Iran. Les revenus de l'Etat sont en diminution. La crise agricole amplifiée par la manne pétrolière est géné-

rale. L'importation de denrées alimentaires diminue proportionnellement à la baisse du revenu pétrolier. Toute la machine se grippe, les chômeurs refluent vers les campagnes, et la misère s'étend de la ville vers la campagne. Les conditions pour la révolte contre le Shah existe non seulement en ville mais aussi dans les campagnes.

Ayant montré les fondements de la révolte, il fallait encore décrire le caractère de ce mouvement social; et en particulier le poids du clergé et du bazar. Pour cela, il fallut montrer les liens entre le clergé, le bazar et toute l'ancienne société iranienne. Le prolétariat iranien, d'extraction paysanne récente encore attaché aux traditions religieuses ne pouvait pas, dans sa révolte contre la dégradation de ses conditions d'existence, ne pas trouver sur son chemin la révolte du bazar qui subissait lui aussi les contre coups dus au refroidissement de toute la machine économique. Les masses urbaines, plébiennes semi prolétaires et prolétaires ont trouvé tout naturellement à leur tête les mollahs qui de leur mosquée ont toujours dénoncé le shah et sa politique industrielle qui tendait objectivement à les faire disparaître.

Lorsque les masses se mettent en mouvement, elles le font avec leurs idées anciennes, avec leurs vieux réflexes. C'est la lutte qui éveille l'instinct façonné par leurs nouvelles conditions d'existence. La rapidité, pour que le mouvement social naissant, se dé-

(suite en page 8)

(suite de la page 7)

barasse des vieilles idéologies et s'éveille à la conscience claire de la défense nécessaires de ses intérêts réels dépend à la fois du degré d'entraînement réel dans la vie nouvelle, et du travail effectué par une force politique, oui éduque dans ce sens, permettant le regroupement au moment de l'épreuve.

En Iran, la première de ces conditions était en partie réalisée pour ce qui regarde les grandes concentrations prolétaires comme les champs de pétrole. Elle l'était beaucoup moins pour toutes les couches en voie de prolétarisation qui vivotaient dans les ruelles du bazar. Quand au deuxième facteur, il était simplement inexistant. Le mouvement religieux a été la seule force organisée susceptible de le diriger. Mais il exprime les intérêts réactionnaires de la petite bourgeoisie ancienne en voie de disparition sous les effets de la révolution blanche.

L'exposé terminait cette description des obstacles auxquels s'affrontait le mouvement social par une citation de Trotsky, tirée de "l'histoire de la révolution russe": " Sans une organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme la vapeur quand elle n'est pas enfermée dans un cylindre à piston; cependant, le mouvement dépend de la vapeur non du cylindre ou du piston."

Enfin, l'exposé sur l'Iran montrait le poids réel de la classe ouvrière ainsi que les conditions réelles de son exploitation. Notamment, il montrait que ces conditions expliquent pourquoi les revendications économiques s'accompagnaient de revendications exprimant des besoins politiques, notamment la lutte contre le JOUG POLICIER. Toutes ces revendications extraéconomiques reflétaient l'impérieux besoin de l'ORGANISATION.

En Iran, la classe ouvrière a pu gagner un certain espace qui lui permette de faire subsister une vie de classe minimum. Ceci est une formidable victoire même si le chemin à parcourir est encore immense. En se soulageant de hautes luttes du poids de la répression impériale, le prolétariat est en meilleure position pour les luttes de demain. C'est cela sa grande victoire. C'est cela qu'il est indispensable de protéger et de défendre, face au mouvement religieux et à toutes les forces démocratiques qui cherchent à l'étouffer à nouveau.

L'exposé, abordait rapidement la signification réelle de l'intervention russe en Afghanistan en indiquant les raisons proprement russes, en liaison avec les luttes entre blocs dans cette région. Rapidement, il fut démolit les positions bourgeoises qui de part et d'autre s'appuient sur le "droit international": Les russes justifiaient l'intervention au nom de la "solidarité avec les afghans attaqués de l'extérieur" par une intervention Pakistano-Saoudo-américaine; les occidentaux invoquant "la souveraineté nationale et la non ingérence." etc... Le droit international a cette particularité de pouvoir être utilisé par les 2 parties, les uns au nom de l'art. 51 de la charte de l'ONU qui invoque le droit naturel à la légitime défense, les autres au nom de l'art. 7 de la même charte qui invoque la non intervention. Ce sont ces mêmes principes qui ont été invoqués par le libéralisme avancé de Giscard lorsqu'il intervenait en Afrique, et par la démocratie Américaine lorsqu'elle intervenait en Indochine.

Le droit international c'est de la merde car en protégeant un droit, il protège inévitablement son contraire au nom de la réciprocité.

Pour le marxisme, l'intervention russe est un brigandage pur et simple. L'Etat russe est impérialiste, il n'y a donc rien ni à pleurer, encore moins à justifier ou à soutenir dans l'intervention russe. Face au développement gigantesque de ces forces productives, le capitalisme ne connaît qu'une solution: à ajuster ses zones d'influence à sa puissance militaire. Que l'attitude des lèches-bottes de la IV<sup>ème</sup> et des autres larbins de l'impérialisme russe qui cherchent à excuser l'intervention, serve de leçon aux prolétaires: avec de tels gens, nous ne connaissons que le langage

de la force, celui qui voit s'affronter deux classes aux intérêts divergents.

Vient de paraître  
Brochure n° 13 « Le Prolétaire »

## Le marxisme et l'Iran

Commandes au journal

Prix : 5 F

C'est sur ce constat que se terminait la réunion publique: la solidarité avec le jeune prolétariat iranien qui fut à la pointe du combat contre le shah et qui acquiesce ainsi le droit à une vie de classe minimum, et avec les masses plébiennes et semi-prolétaires d'Afghanistan opprimées par l'occupation de l'armée qui ose encore s'appeler rouge, passe par la reprise de la lutte ouverte contre l'impérialisme au coeur même de la bête.

C'est ce combat que nous préparons aujourd'hui.

## NECESSITE DE L'ANTIMILITARISME DE CLASSE

En avril de cette année les soldats du bat. 24 ont engagé une action directe pour la gratuité des transports. Ils ont en effet refusé de payer le billet de train pour rentrer dans leur casernement à Wallenstadt. Ce refus collectif d'acheter des billets de train était accompagné sur les quais de gare d'un appel à la solidarité de ceux qui avaient déjà un billet en poche pour qu'ils s'associent au mouvement. Devant la menace de sanctions (amendes, intervention de la police militaire, etc.) et devant la collaboration des CFF avec la hiérarchie militaire (blocage d'une partie du convoi), les soldats ont dû interrompre leur mouvement à Bâle.

Cette action modeste certes, se place sur le terrain de l'action directe et mérite pour cela d'être relevée devant les fatras de pétitions et d'actions légalistes qui encombrant le chemin d'un retour à de sains principes d'antimilitarisme de classe.

En adoptant en 1980 un nouveau règlement de service resserrant la discipline et les pouvoirs de l'armée, la hiérarchie a soulevé le tollé général parmi les démocrates pacifistes. Qu'apporte de neuf ce nouveau RS ? Essentiellement deux choses. D'une part la possibilité pour l'armée d'intervenir contre des civils "lorsque la police civile ne peut intervenir" et donc d'arrêter des civils et de confisquer le matériel dont ils sont porteurs (tract, etc.) et d'autre part de généraliser le service de garde avec des balles réelles dans le magasin.

Un tel resserrement du despotisme militaire ne peut pas être expliqué comme le seul fait du refus de la PFS. L'Etat ne peut remplacer la PFS par l'armée. Ce qui remplace la PFS en réalité c'est une collaboration accrue entre les polices cantonales.

Pour comprendre les raisons d'être du RS 80, il faut comprendre que le capitalisme subit une crise internationale, dont les ramifications s'étendent aussi à l'Est, qui le mène au bord du gouffre de la guerre impérialiste mondiale. A cette situation de crise impérialiste correspond donc à l'échelle planétaire un renforcement général du militarisme. Chaque impérialiste prépare dans son cadre national, mais aussi au niveau des coordinations plurinationales d'armées, tel l'Otan, de meilleures conditions de fonctionnement. Côté armement cela signifie achat ou fabrication d'armes à haut niveau technologique, tel les Tiger ou les Rapier, et du côté de la troupe le renforcement de la discipline l'accroissement des exercices physiques durs pour augmenter la résistance du "matériel humain" et surtout pour vider la tête du soldat de toute velléité de révolte contre l'oppression militaire.

Préparer l'armée à jouer son rôle de dernier rempart de l'Etat, en cas de troubles sociaux profonds provoqués par la crise capitaliste pourrissante et l'échéance de la guerre impérialiste, préparer psychologiquement le soldat à un état d'exception qui ne pourrait être établi que contre le prolétariat soulevé, voilà la signification effective du nouveau RS 80.

Avec la garde armée, se renforce aussi l'ensemble de la discipline dans la caserne. Le fait que des soldats soient armés à balles réelles pour protéger les lieux militaires, accroît les risques d'accident. Pour la hiérarchie

rien ne justifie mieux que cela le resserrement de la discipline pour raison de sécurité et la lutte contre tout "laisser-aller".

Au travers de cette petite lutte du bat. 24, il est intéressant de relever quelles sont les positions et les méthodes de lutte préconisées par le Cds du bataillon et le Cds de Genève, promoteur d'une pétition au Conseil fédéral contre le RS 80.

Dans le tract du Cds du bat. 24 appelant les soldats à ne pas prendre de billet à Wallenstadt, le comité outre l'appel à refuser la garde armée et le paiement des transports, appelle les soldats à signer la pétition nationale adressée aux sept vœux du Conseil fédéral et réclamant l'abrogation des articles sur la garde armée, sur la restriction du droit des soldats et sur les fonctions de police.

L'argument du Cds du bat. 24 est certainement qu'un moyen d'action (le refus de payer les billets), n'en n'exclut pas un autre (signer la pétition). Ce que nous répondons, c'est qu'il n'existe pas de moyen d'action neutre!

La pétition n'inquiète nullement la hiérarchie, au contraire, lorsque se manifeste la mauvaise humeur dans la troupe, c'est la méthode d'action qu'elle préfère voir utiliser par les soldats, car cette méthode ne remet pas en question la puissance de la hiérarchie sur la troupe et donc ne modifie pas le rapport de force en faveur de la hiérarchie. Comme toute méthode démocratique, la pétition ne construit aucune solidarité active, aucune unité réelle dans les rangs des opprimés; faire signer une pétition ne peut que donner l'illusion d'être nombreux à être engagé dans un combat alors que les forces réelles soulevées sont nulles. L'exemple du Manifeste 77 de la FTMH est révélateur. Avec ses 2000 signatures, il se targuait d'être un mouvement puissamment ancré dans la classe ouvrière et largement soutenu par elle mais il a été, comme nous l'avions prévu dès le départ, balayé en un rien de temps de la scène syndicale locale faute de forces vives et de plateforme de lutte de classe. L'unité, la solidarité, l'engagement réel des soldats ne peuvent se manifester qu'au travers d'une lutte engageant dans l'affrontement direct une modification du rapport de force avec la hiérarchie. Signer individuellement un texte, de surcroît destiné à tomber entre les pattes de la police militaire ne peut qu'atomiser les énergies.

Les forces des prolétaires sous l'uniforme doivent être utilisées aujourd'hui pour préparer le terrain à une lutte frontale, par les moyens de la grève et du refus d'ordre collectif, contre la hiérarchie et le règlement de service. Face à un bout de papier le commandement réagit comme le patron à l'usine: l'illusion entretenue de changer quelque chose par la pression de l'opinion est le meilleur garant de la "paix du travail" pour l'un et de la "paix des casernes" pour l'autre.

L'exemple de la lutte du bat. 24 pour la gratuité des transports devrait servir d'exemple pour indiquer aux soldats le sens dans lequel doit s'engager toute lutte contre la hiérarchie. Mais le lancement d'une pétition soutenue par tous les Cds sans ex-

ception (ce qui démontre l'absence totale de tout mouvement fondé sur la défense de l'antimilitarisme de classe), va contre la nécessité de faire une campagne pour l'élargissement de ce type d'action à toutes les casernes. Plutôt que d'appeler les soldats à s'organiser pour défendre leurs intérêts sur le terrain de la lutte ouverte, la pétition canalise les énergies vers les illusions démocratiques inoffensives. Le petit éclat de voix du bat. 24 devient alors tout simplement un appui à la pétition servant à la mettre en valeur. Il joue alors un rôle semblable à celui des grèves ou débrayages de soutien aux négociations dans les entreprises, mouvements qui n'ont pour fonction que d'offrir des soupapes de sécurité à la paix sociale en libérant le trop plein de volonté de lutte des ouvriers.

Le pire des crétinismes démocratiques est sans doute celui affiché par les Cds lorsqu'ils ont organisé en juin un débat public sur le RS 80 avec la participation de la crème de la société - démocratie oblige -, à savoir des personnages tels D. Margot, chef de presse du DMF, F. Chaudet, avocat, F. Morel, député socialiste et G. Baechtold socialiste lui aussi. Faire assaillir les Cds à côté du pire ennemi, la hiérarchie militaire et les représentants politiques de l'ordre bourgeois, voilà bien la pire des bassesses à laquelle pousse le démocrate dont le principe est "du débat sortira la vérité".

Le dialogue encore le dialogue et toujours le dialogue, voilà le leitmotiv des larbins de la bourgeoisie et du capital! L'antimilitarisme de classe et seulement l'antimilitarisme de classe, voilà le guide fondamental que doivent opposer les prolétaires sous l'uniforme contre l'aplatissement total des Cds devant les convenances bourgeoises.

L'action directe frontale et collective contre les ordres de la hiérarchie, telle est la méthode classiste de lutte.

La liaison organique et l'unité entre prolétaires sous l'uniforme et prolétaires au civil, telle est l'objectif à atteindre pour donner tout son contenu de classe à l'antimilitarisme.

LISEZ ET DIFFUSEZ!

« LE PROLETAIRE »  
PROGRAMME  
COMMUNISTE

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE  
Editions Programme  
32, rue Pré du Marché  
1004 LAUSANNE

Permanences du Parti

à Lausanne: tous les samedis de 10 à 12 h.  
32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

Ed. responsable:  
Saro  
20, rue Jean-Bouton  
Paris - 75012